

# *l'Anti*capitaliste

N°125 | AVRIL 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## GENRE, RACE, CLASSE : ACTUALITÉS D'UN DÉBAT



VAGUE D'OCCUPATIONS  
DANS LA CULTURE



L'ANNULATION DES CONDAMNATIONS  
DE LULA, UNE ÉCLAIRCIE  
DANS UN CIEL PLOMBÉ



BIRMANIE : TERREUR,  
RÉSISTANCE ET ENJEUX

# Sommaire

## EDITORIAL

**Philippe Michaud** Un an et 100 000 morts **P3**

## PREMIER PLAN

**Sylvain Loube** Régionales 2021 : les élections et les révolutionnaires **P4**

**Manon Boltansky** Vague d'occupations dans la culture **P6**

**Tárzia Medeiros et João Machado**

L'annulation des condamnations de Lula, une éclaircie dans un ciel plombé **P8**

**Pierre Rousset** Birmanie : terreur, résistance et enjeux **P10**

## DOSSIER

**Julien Salingue** Genre, race, classe : les réactionnaires contre la pensée critique **P13**

**Antoine Larrache** Les classes sociales, des groupes sociaux en mouvement **P16**

**Sharon Smith** « Black Feminism » et intersectionnalité aux États-Unis **P19**

**Josette Trat**

Quand le mouvement des femmes était accusé de diviser la classe ouvrière **P22**

**Aurore Lancereau** L'intersectionnalité est-elle soluble dans le marxisme ? **P26**

**Mimosa Effe** Genre, race, classe : une perspective révolutionnaire **P28**

**Aldo Battaglia** Les révolutionnaires et le combat contre le racisme **P30**

## HISTOIRE

**Marco Meotto** Italie 1919-1922 : de la révolution manquée à la réaction.

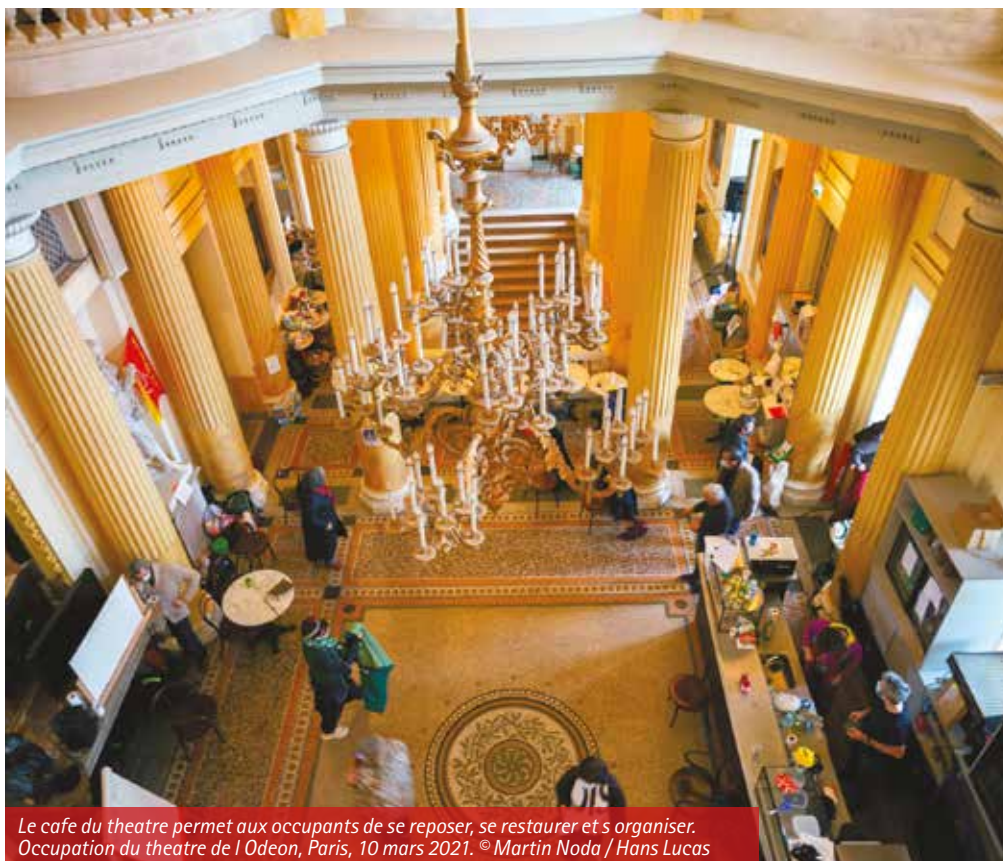
La rapide montée du fascisme et la complicité des classes dirigeantes. **P32**

## FOCUS

**Philippe Poutou** Mobilisations contre la délinquance et les violences patronales **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une: © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Le café du théâtre permet aux occupants de se reposer, se restaurer et s'organiser. Occupation du théâtre de l'Odeon, Paris, 10 mars 2021. © Martin Noda / Hans Lucas



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Directeur de la publication :

Julien Salingue

### Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

### Diffusion :

01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration :

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire :

0519 P 11509

### Numéro ISSN :

2269-370X

### Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage :

3 000 exemplaires

### Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Un an et 100 000 morts

PAR PHILIPPE MICHAUD

*Ça n'était pas il y a un siècle, non, juste une année : tous les jours à la même heure Jérôme Salomon, le Directeur général de la santé, avec la tête de circonstance, nous annonçait le nombre de morts causées par le COVID : en mars, ça laissait pourtant penser que ce n'était pas si grave : 1, 1, 0, 2, 3, 2, 8, 11, 3... moins que ce que provoquent les accidents de la route, nombre auquel on est si indifférent tant qu'on n'est pas directement concerné.*

Et pourtant le 12 mars 2020 (15 morts la veille) Macron déclarait la guerre, se nommait dans la foulée Grand stratège et nous bouclait sans nous demander notre avis : il fallait gagner cette guerre « quoi qu'il en coûte »... On partait pour quinze jours et il a fallu deux mois pour que la première vague passe, 40 000 morts quand même. Et maintenant, nous en sommes à la troisième. Lui se garde bien de venir annoncer le bilan de la veille : un crash d'Airbus par jour, dame, ça ferait tache sur le bilan du Grand stratège, que ses courtisans continuent de présenter comme le meilleur épidémiologiste de France... Pourtant la mathématique est aussi impitoyable que le virus et, depuis six semaines, on pouvait prédire ce qui se passe aujourd'hui : la saturation totale des services de réa, les morts collatérales parce que les autres maladies ne peuvent plus être prises en charge au niveau optimal, par déplacement des personnels ou arrêts de travail massifs par burnout ou par infection au COVID, la déprogrammation d'interventions... On en sera à 100 000 morts dans quelques jours, un des pires bilans au monde, tout à fait comparable au désastre américain. Avec les mêmes inégalités de chances ici que là-bas... Les dommages sont plus importants là où on peut moins télétravailler, où l'on doit prendre le métro, où les facteurs de risque (diabète, obésité...) sont plus fréquents, l'accès aux soins plus difficile, les classes plus surchargées.

## COMPARAISON N'EST PAS CONSOLATION

Macron nous dit que nos voisins ne font pas mieux. Voire : l'Allemagne est à 1 mort pour 100 000 habitants, la France 50 % plus haut. Mais surtout, il y a des pays qui ont adopté une autre stratégie, celle dite « zéro COVID », qui consiste à arrêter la transmission massive de l'infection par un confinement réel – pour éviter ce qui rend difficile le contrôle de cette épidémie, la transmission par les porteurs asymptomatiques, d'où l'importance de la fermeture des écoles et de la grande majorité de l'activité économique – durant 6 semaines environ, jusqu'à quasi-extinction des nouveaux cas pour lesquels on pratique un isolement familial rigoureux mais fortement assisté pour le rendre humainement supportable ; et à l'issue de cette période, une politique de dépistage massif, destinée à repérer tous les porteurs asymptomatiques. Et dans ces pays, il y a eu un arrêt de l'épidémie qui a permis de reprendre une vie normale. Aucun pays européen n'a choisi cette stratégie, et il faut aller en Asie, en Nouvelle-Zélande ou en Australie pour en voir le bénéfice global pour la population (et secondairement, pour l'activité économique...).

À la vitesse où l'on vaccine aujourd'hui, il faudra attendre au moins six mois pour arrêter l'épidémie – à condition que n'émerge pas une nouvelle souche virale échappant à l'immunité donnée par le vaccin. Dans six mois, l'hécatombe aura encore presque doublé. D'où la décision de réimposer un confinement, mais sans l'appeler ainsi puisque le Grand stratège ne s'est jamais trompé.

## NE PAS LAISSER NOS VIES ENTRE LES MAINS D'HYPOCRITES ET D'INCAPABLES

Ils sont plus préoccupés de maintenir l'enrichissement des milliardaires que de protéger celles et ceux qui triment, il faut se poser deux questions : comment faire que les vaccins soient arrachés des mains des labos, pour qu'une production de masse soit organisée partout et que la population mondiale soit totalement vaccinée dans les meilleurs délais ? et quelle forme d'organisation sociale pour assurer à la fois, en attendant cette immunité de masse, une absence de transmission et un minimum de souffrance sociale ? La contrainte a été jusqu'à présent l'arme de la politique macronienne, jusqu'à la caricature donnée par les attestations sur l'honneur de deux pages qu'il a fallu supprimer le lendemain de leur publication... probablement parce que même dans les commissariats et les casernes de gendarmerie, on ne les comprenait pas !

Pour les vaccins, la réponse est claire, et elle est donnée par l'appel à la déclaration de « bien commun de l'Humanité » qui doit exclure du champ des brevets, et donc des profits, les vaccins disponibles, afin d'en organiser la production sans restriction partout où c'est possible. Il reste à l'imposer, et ce n'est pas encore gagné. La signature de l'appel est un premier pas, mais d'autres formes de mobilisation sont nécessaires, en lien avec une réponse sociale au besoin de confinement. La solidarité concrète avec les voisins peut prendre des formes variées, du coup de fil quotidien aux courses regroupées, aux cours à la maison... Chaque acte de solidarité doit se donner à voir sur les réseaux sociaux, car la solidarité peut être contagieuse, et on peut faire de la chaîne de solidarité une chaîne de mobilisation politique, pour l'inscription en masse dans les centres de vaccination, pour la disponibilité des vaccins, pour le dépistage de masse, pour l'arrêt des activités économiques non vitales...

Et de ce réseau solidaire on pourrait tirer sous peu l'outil pour combattre un autre virus encore plus menaçant : celui qui se profile avec Marine Le Pen aux commandes d'un État tellement failli que personne ne voudra plus le défendre – sauf elle, qui en ferait l'instrument d'une domination encore plus mortifère que la COVID. □



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

# Régionales 2021 : les élections et les révolutionnaires

PAR SYLVAIN LOUBE

*À un an de la présidentielle, le NPA s'apprête à se présenter aux élections régionales en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie en alliance avec La France insoumise. Il sera absent de la scène électorale dans les autres régions. Après des mois de pandémie, dans un contexte d'offensive du patronat contre nos emplois, face à la crise climatique et environnementale, cette élection pourrait être un moment politique important pour poser les jalons d'une représentation politique de celles et ceux qui luttent au quotidien contre le capitalisme.*

**D**ans l'histoire, les partis ouvriers révolutionnaires, quand ils en avaient la possibilité, se sont toujours posé la question de la participation aux élections. Cette participation a été importante dans la construction de la conscience de classe, de la classe pour soi. Les élections, la lutte des partis face aux masses, sont une arène dans laquelle les divergences de classe peuvent s'éclaircir... ou se brouiller. C'est pourquoi la question de l'indépendance de classe comme du rapport aux institutions de la bourgeoisie, à l'État, ont toujours été au centre des débats.

Pour les communistes des premiers temps de la 3<sup>e</sup> Internationale, contrairement aux anarchistes, la participation aux élections n'est pas rejetée, ni le travail dans les parlements. La tactique électorale et parlementaire est par contre conçue comme un travail secondaire, soumis à l'action extra-parlementaire. Les élections comme l'activité des élus servent de tribune pour regrouper la classe ouvrière et orienter son action révolutionnaire dont la destruction du parlementarisme fait partie. Les élus sont entièrement placés sous le contrôle du Parti.<sup>1</sup> En France, plus d'un siècle de démocratie bourgeoise a vu se succéder les compromissions des appareils réformistes qui se sont peu à peu intégrés à l'ordre capitaliste. Des votes de crédits de guerre en 1914 à la participation à des gouvernements de collaboration de classe en 1936 et 1945 ou plus récemment dans la gauche plurielle, les organisations du mouvement ouvrier traditionnel se sont fondues dans la gestion du système capitaliste. La dernière mandature du « socialiste » François Hollande

aura été celle d'une offensive libérale contre le droit du travail avec, notamment, la loi El Khomri.

Pour les courants de la gauche marxiste révolutionnaire en France, la participation aux élections de façon indépendante des organisations réformistes est relativement tardive et n'a connu que peu de succès en dehors de la période 1995-2007 où l'addition de résultats de la LCR et de LO a oscillé entre 4 et 10%. Quelques élus avaient alors été obtenus par ces deux organisations dans les parlements européens et certains parlements régionaux. Pour ce qui est de la LCR, ces éluEs ont joué un rôle important pour donner de la visibilité politique aux révolutionnaires allant jusqu'à la présentation d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle de 2002.

Le retournement de conjoncture à la fin des années 2000 a fait refluer fortement les scores du NPA qui succédait à la LCR. Les éluEs aux élections européennes de 2009 sont ratés de peu et les élections régionales suivantes seront marquées par de faibles résultats. En 2012, l'échec aux élections législatives a retiré tout financement de l'État. À partir de ce moment, la présence électorale du NPA en dehors de l'élection présidentielle est devenue marginale tant le coût des élections s'avère élevé.

## **POURQUOI CONTINER À CHERCHER À NOUS PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS ?**

Nous sommes convaincuEs que les élections ne changeront pas la vie des prolétaires. Seule l'action radicale des masses, sur les lieux de travail, dans la rue et dans la cité pourra renverser la domination capitaliste. Bien souvent dans

l'histoire, les élections ont servi à ramener les révoltes dans le cadre des institutions, lieu de trahison des directions du mouvement ouvrier qui n'ont pas su conserver leur indépendance en se fourvoyant dans la gestion du système.

Mais pour nous, les élections peuvent être une tribune et un lieu d'affrontement entre partis qui représentent des classes sociales aux intérêts divergents. C'est un moment où les revendications immédiates des exploitéEs et des oppriméEs sont portées à une échelle de masse tout en étant articulées à la remise en cause du système capitaliste. Au-delà d'une liste de revendications, une campagne électorale essaye de poser la question du pouvoir, de qui dirige la société et dans quels intérêts. Quand les travailleuses et les travailleurs sont massivement en lutte, organiséEs, dans des organes indépendants des institutions, cette tactique est très secondaire. Mais en période de reflux, de faible activité des masses, les campagnes électorales sont des échéances dont les révolutionnaires peuvent se saisir.

Enfin, l'élections de militantEs révolutionnaires peut également avoir de l'importance. Les éluEs peuvent être des points d'appuis pour dénoncer les mauvais coups qui se préparent, pour donner la voix aux luttes sociales comme au programme anticapitaliste mais aussi pour combattre le parlementarisme à l'intérieur même du parlement.

## **DES ALLIANCES OUI, MAIS À QUELLES CONDITIONS ?**

« Il est indispensable d'avoir constamment en vue le caractère relativement secondaire de cette question [de l'activité parlementaire]. Le centre de gravité étant dans la

*lutte extraparlamentaire pour le pouvoir politique, il va de soi que la question générale de la dictature du prolétariat et de la lutte des masses pour cette dictature ne peut se comparer à la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.*

*C'est pourquoi l'Internationale communiste affirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme une faute grave envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission provoquée au sein du Parti communiste par cette question et uniquement par cette question. »<sup>2</sup>*

L'intervention dans les élections est donc une tactique pour les révolutionnaires. Tactique inféodée à des objectifs plus larges de renversement du capitalisme. Quand les révolutionnaires sont trop faibles pour se présenter seuls, la question de faire des alliances avec des organisations réformistes peut se poser. Dans ce cas-là, nous définissons plusieurs conditions à ces alliances.

La première est celle du rapport de force entre réformistes et révolutionnaires. En effet, ce rapport de force ne doit pas être en faveur écrasante des réformistes, auquel cas, un renoncement ne leur coûterait pas très cher. Ce rapport de force n'est pas uniquement électoral. Il est à la fois symbolique (comment sont perçus les révolutionnaires par les masses) et numérique (les révolutionnaires sont-ils suffisamment implantés pour exercer une pression sur l'accord). Il ne s'agit donc pas ici d'une condition strictement quantifiable. Elle est liée aux relations loyales qui ont pu se construire dans les luttes, les organisations de masses, entre militants d'organisations différentes qui ont appris à travailler ensemble.

À cela, s'ajoutent des conditions d'ordre programmatique. Dans le cadre d'alliances, il n'est pas possible de défendre des axes programmatiques qui seraient contradictoires avec le programme anticapitaliste. Cela ne veut pas dire que l'ensemble de notre programme doit être présent, mais qu'aucune mesure avancée ne doit renforcer le pouvoir des capitalistes à contrôler la société. Plus encore, nous pensons qu'il est indispensable que dans le cadre d'alliances avec des réformistes sincères, que le programme défendu comprenne des mesures qui s'en prennent à la propriété privée et, dans le cadre d'élections nationales, à l'État.

Enfin, dans une situation historique où une partie des organisations se revendiquant de la « gauche » s'est fourvoyée dans la gestion libérale et autoritaire du

capitalisme, il est indispensable d'avoir une ligne de démarcation stricte vis-à-vis du PS et de ses satellites.

### **BORDEAUX, NOUVELLE AQUITAINE, OCCITANIE... ET LA POLITIQUE ÉLECTORALE DU NPA**

Cette tactique électorale a été expérimentée dans la période récente par le NPA dans le Sud-Ouest. D'abord aux municipales. À Toulouse, le NPA a discuté avec le Parti de Gauche mais l'accord a échoué car La France insoumise a fait le choix de l'alliance avec EELV. Pendant la grève sur les retraites, cet accord correspondait à mettre sur la même liste des militants de la grève côté France insoumise et des politiciens d'EELV qui ne combattaient pas la réforme de Macron. C'est dans cette situation que le NPA a fait le choix de construire une liste indépendante, « Toulouse Anticapitaliste » conduite par Pauline Salingue. Le même type de choix a été adopté à Poitiers avec la liste « Poitiers Anticapitaliste » animée par Manon Labaye.

À Bordeaux, la situation au moment des municipales a été différente. La construction de « Bordeaux en Luttés » (BEL) a permis de construire une liste qui rassemblait, à partir des luttes quotidiennes, syndicales, Gilets jaunes, féministes, écologistes... des militants de La France insoumise, du NPA et des mouvements sociaux. Cette liste, animée notamment par notre porte-parole Philippe Poutou, a marqué la campagne municipale bien au-delà de la Gironde. Avec plus de 10% des suffrages, en se maintenant au second tour, BEL représente une expérience inédite de regroupement de la gauche qui lutte, sans aucun compromis avec le système, en s'adressant directement aux couches populaires.

À Perpignan, face à la montée de l'extrême droite, le NPA s'est allié au premier tour avec La France insoumise et le PCF dans une ville qui a été conquise par Aliot et le Rassemblement national.

C'est sur la base de ces expériences électorales récentes que le NPA a abordé les élections régionales en Aquitaine et en Occitanie-Pays catalan. Si les situations locales sont en partie différentes dans les deux régions, avec notamment une menace de victoire du RN en Occitanie, les mêmes orientations y ont été développées : interpellation des organisations de gauche qui luttent contre Macron et son monde, délimitations par rapport aux sociaux-libéraux qui gèrent les exécutifs sortants, éléments programmatiques

de rupture avec le système. Un accord est forcément un compromis. Le NPA n'aurait sûrement pas formulé les choses dans les mêmes termes, mais l'essentiel y est présent, notamment sur certaines questions comme la solidarité avec les migrantEs.

Ainsi, nous nous apprêtons dans ces deux régions à mener campagne, sur des bases anticapitalistes, en articulant mesures concrètes autour des champs de compétence des régions et propagande générale, programme pour les luttes. La région c'est le développement économique, les lycées, le train régional... autant de compétences qui concernent les travailleurs/ses et la jeunesse et qui vont permettre d'avancer les idées anticapitalistes à une échelle de masse.

### **S'UNIR QUAND C'EST POSSIBLE, GARDER SON INDÉPENDANCE**

Nous le répétons, un accord électoral est tactique. Le NPA garde son indépendance politique et organisationnelle tout en s'alliant parfois avec d'autres organisations. En Aquitaine comme en Occitanie-Pays catalan, l'accord aux élections régionales n'implique pas d'accord pour les élections présidentielles. Cela va peut-être mieux en le disant !

La présidentielle sera la prochaine échéance électorale qui succèdera immédiatement aux élections régionales. Cette élection a un caractère particulier dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République. Elle pose la question du pouvoir d'État mais également de l'impérialisme français. Face au duel annoncé Macron-Le Pen, Jean-Luc Mélenchon veut se présenter comme seule alternative possible. Il se pose ainsi en rassembleur en expliquant qu'il est capable de s'allier aux régionales tantôt avec le NPA dans le Sud-Ouest, tantôt avec le PS dans le Nord. Mais pour nous, c'est un tout autre bilan que nous pensons pouvoir tirer. En regroupant la gauche qui lutte, anticapitaliste, indépendamment des sociaux-libéraux, nous pouvons participer à regrouper notre classe sociale autour d'un programme de combat et à renforcer l'envie de se battre contre le système. C'est tout l'enjeu de la situation et c'est pourquoi le NPA doit se préparer dès aujourd'hui à porter cette orientation autour d'une candidature anticapitaliste et révolutionnaire en 2022. □

1. À lire : 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste - Le Parti communiste et le parlementarisme Juillet 1920.

2. *Idem.*

# Vague d'occupations dans la culture

PAR MANON BOLTANSKY

*Le 4 mars, à l'issue de la journée de mobilisation des travailleurEs du spectacle (vivant et enregistré) appelée par les syndicats et organisations professionnelles du secteur, la manifestation parisienne se dirige sous l'impulsion, de la CGT spectacle vers le théâtre de l'Odéon. C'est le début de l'occupation. Les occupantEs, alors principalement des professionnelles du spectacle et de la culture, élaborent une plateforme de revendications et des modalités d'organisation de la lutte qui ont fait des émules depuis dans la majorité des nouveaux lieux occupés. Un mois plus tard, le mouvement d'occupation des théâtres et lieux de culture (et de quelques autres lieux liés à la question des droits sociaux) se poursuit et s'est stabilisé autour de 90 lieux, montrant sa détermination à en découdre face à un gouvernement qui continue de faire la sourde oreille.*

**A** lors que ces lignes sont écrites, le théâtre de l'Odéon est occupé depuis désormais plus d'un mois. Les relations entre les occupantEs et la direction ont connu plusieurs phases, plus ou moins souples ou houleuses. Les conditions de vies, de sommeil notamment, y sont supportables, évidemment joyeuses et stimulantes mais spartiates et fatigantes. Heureusement, suite à un compromis trouvé avec la direction, le nombre d'occupantEs reste stable et fonctionne par roulement et renouvellement régulier des forces militantes. La lutte y est organisée autour d'assemblées générales internes, qui seules déterminent l'organisation pratique comme politique, mais également autour des « agoras » quotidiennes, à 14h, organisées vers l'extérieur sur la place devant le théâtre de l'Odéon. Car l'enjeu de ces occupations est également, lorsque c'est possible, de faire de ces lieux des espaces ouverts de discussion politique, les centres de nos villes et de nos quartiers. Le terme « d'agora » n'est pas anodin. L'enjeu de ces moments d'échanges et de discussions politiques est à la fois central et profondément subversif dans un moment de confinement et d'isolement ou tous nos autres lieux d'organisation « traditionnels » sont fermés, inaccessibles et désertés... Lorsque c'est possible, car de fait, depuis le début du mois d'avril, la politique répressive du gouvernement se durcit face aux occupations et empêche régulièrement la tenue de ces agoras ou l'ouverture des lieux occupés.

## « NOUS OCCUPONS À L'INTÉRIEUR POUR QU'IL SE PASSE QUELQUE CHOSE À L'EXTÉRIEUR »

Très rapidement les occupantEs de l'Odéon, relayés par les structures syndicales des métiers liés au secteur du spectacle, ont lancé un appel à l'élargissement du mouvement. « Occupons, occupons, occupons ! » scandait-on. Un appel qui s'est très rapidement élargi : des dizaines de lieux culturels (principalement des théâtres), presque une centaine furent occupés partout sur le territoire, et même au-delà comme à Bruxelles, Milan, Naples ou Athènes. L'enthousiasme et la dynamique de ces occupations étaient rendus palpables par la rapidité de cette vague d'occupation. Et dans la morosité de cette période, ce n'est pas peu dire ! Ce mouvement a démontré sa puissance et sa détermination, et il en aura besoin pour tenir et gagner.

De nombreuses questions se posent aux occupantEs avec des réalités, des préoccupations et des difficultés très différentes selon les moments de la mobilisation, mais également selon les lieux de ces occupations. La dissonance entre les premières occupations lancées et celles qui ne font « que » commencer reste en soi un obstacle à surmonter pour ce mouvement.

Pour les plus « anciens » la difficulté à tenir (même physiquement), et la question de se renouveler, de réussir à étendre, renforcer et structurer le mouvement, à l'échelle nationale, sont encore à l'ordre du jour. L'enjeu de la construction

nationale des « vendredi de la colère » y est d'ailleurs central. Pour les nouvelles occupations et celles encore à venir, les rapports parfois ambigus avec les directions d'établissements et leur représentation syndicale (le Syndicat des entreprises et des affaires culturelles) qui proposent même souvent aux salariéEs ou aux étudiantEs l'occupation des lieux qu'ils dirigent, sont des préoccupations encore vives. De fait, à ce jour, l'élargissement est réel et fort, les revendications sont largement partagées avec celles avancées par l'Odéon et les évacuations sont rares (mais en nette augmentation, notamment depuis Bordeaux, et touchent surtout les lieux ne relevant pas du secteur culturel, en particulier les agences Pôle emploi).

## QUELLES REVENDICATIONS ?

Le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage est au centre de ce mouvement, et ce depuis la première plateforme de revendications élaborée par les occupantEs de l'Odéon le 6 mars. Une réforme qui est, c'est également un enjeu central, loin de ne toucher que les intermittentEs, ni même les seuls travailleurEs de la culture. Malgré cela, notons que le traitement médiatique des premières semaines fut essentiellement porté sur la question de la réouverture des lieux culturels, un peu sur le modèle du débat du deuxième confinement autour de l'ouverture des librairies comme « commerces essentiels ». En réalité, c'est souvent en dernière instance que ces occupations posent et imposent la question de la réouverture des lieux

culturels (jugés non essentiels par le gouvernement), d'abord dans le cadre concret de ces occupations (ouverture du lieu à toutes les luttes et tous les secteurs), mais plus largement également sous conditions de mise en place de protocoles et moyens sanitaires.

Sans surprise, c'est également la revendication à laquelle le gouvernement et la ministre de la Culture Roselyne Bachelot auront un temps essayé de se raccrocher pour tenter d'amadouer les occupantEs et plus largement les secteurs culturels.

Les autres revendications des occupantEs se déclinent autour de l'accès aux droits sociaux pour touTEs, à commencer par les travailleurEs les plus précaires des secteurs culturels : la prolongation des droits au chômage d'au moins un an (la fameuse « année blanche ») pour les intermittentEs, mais également l'accès à un revenu décent pour les précaires de la culture (plasticienEs, jeunes entrantEs, étudiantEs), le respect des droits au congés maternité, congés longue maladie, et entre autres la création d'un fonds d'aide aux artistes et technicienEs du spectacle...

### LA SINISTRE ÉQUATION DE LA RÉFORME

Le retrait de réforme de l'assurance chômage, exigé par le mouvement, impacte en réalité l'ensemble du monde du travail et son abrogation revêt un caractère d'autant plus urgent dans la période de crise sociale et économique que nous traversons.

Les premières études de cette réforme ont estimé qu'autour de 840 000 allocataires<sup>1</sup> seraient impactés par des baisses d'allocations qui iraient de 7 % à 50 % selon le profil des personnes (parcours de travail plus ou moins interrompu), et pour une perte moyenne de 24 %... Au total, comme l'a écrit Michel Husson<sup>2</sup> : « *Les dépenses [de l'assurance chômage] devraient atteindre 38,4 milliards d'euros en 2021, mais la réforme devrait permettre d'économiser un milliard. Autrement dit, on va réduire de moins de 3 % les dépenses de l'assurance chômage grâce à une réforme qui va dégrader la situation de 37 % des chômeurs. Telle est, en fin de compte, la sinistre équation de cette réforme.* »

Les occupantEs ont donc bien raison d'inscrire au cœur de leurs revendications la lutte pour l'abrogation de l'ensemble de la réforme de l'assurance chômage. Mais pour obliger le gouvernement à céder, il faudra un mouvement interprofessionnel bien plus large et s'étendant à

d'autres secteurs de la société. Les cadres intersyndicaux et interpros sont souvent sommeillant, mais l'ardeur du mouvement peut peut-être aider à les réveiller.

### LES VENDREDIS DE LA COLÈRE

Les vendredis de la colère, journées de mobilisations hebdomadaires sur la question du retrait de la réforme, ont été appelés dans ce sens par la coordination de nombreuses occupations, sous l'impulsion de l'Odéon. Les premiers ont été réussis dans diverses villes de France et peuvent et doivent être un point d'appui pour mobiliser plus largement, au-delà des seulEs précaires de la culture. Il serait, par exemple, utile que les directions confédérales puissent s'en saisir dans un avenir proche. Une des étapes les plus importantes de cet élargissement, même strictement dans un premier temps aux autres secteurs culturels, est notamment l'appel à la grève comme outil de construction de cette lutte.

### POSER LA QUESTION DE LA GRÈVE DU SECTEUR

Il y a effectivement un enjeu particulier à ce que d'autres secteurs se saisissent de cette occasion et de cette impulsion et notamment les organisations syndicales qui, en dehors des syndicats du secteur culturels, ne font que soutenir une mobilisation qu'ils ne voient que comme sectorielle, sinon même symbolique...

Car sans attendre il faut aussi, de l'intérieur des lieux de culture, commencer par construire un appel à la grève massive de touTEs les salariéEs et agentEs des secteurs culturels (aussi appelées « équipes permanentes »). C'est une des conditions pour passer un cap dans la construction du rapport de forces... Car aujourd'hui les salariéEs « permanentEs » des théâtres sont, en dehors de la grève, condamnés à rester spectateurEs du mouvement, ou à y participer sur leurs temps de pause. C'est une situation somme toute assez confortable pour les directions des théâtres dont le fonctionnement quotidien n'est par conséquent pas réellement bouleversé par les occupations. Alors certes, on entend déjà l'argument sur le fait qu'une grève pourrait fragiliser encore plus un secteur déjà fragile. Mais sans grève, nous n'obtiendrons jamais les centaines de milliers d'euros sans lesquels beaucoup des lieux de culture devront tout simplement fermer, ou réduire encore leurs équipes. Construire la grève dès maintenant dans nos milieux paraît indispensable à la

défense de nos secteurs culturels dès aujourd'hui dans la crise mais également à plus long terme... Cet enjeu est d'ailleurs également lié à la question de notre travail, de nos conditions de travail en temps de pandémie et pose sur d'autres bases la question de l'ouverture.

### CELLES ET CEUX QUI FONT LA CULTURE DOIVENT POUVOIR DÉCIDER

Une occupation est en outre une forme de réappropriation de leurs outils de travail par les professionnelEs du secteur culturel. Les occupantEs de l'Odéon et d'ailleurs mettent en pratique le début d'une de nos revendications fondamentales dans le secteur culturel (et de nombreux autres secteurs jugés « non essentiels ») : celles et ceux qui font la culture doivent pouvoir décider de manière démocratique si, et comment on ouvre ! La question de l'auto-organisation est à ce titre bien présente mais doit s'ancrer encore plus au sein de ce mouvement. La nature transgressive d'unE ouvrierE qui se réapproprie son outil de travail et décide de l'utiliser pour le bien collectif est également à la portée des travailleurEs des arts et de la culture.

Souvenons-nous qu'il y a à peine un an, les danseuses et les musicienEs de l'Opéra Garnier (et partout ensuite en France) étaient sortis sur le parvis pour jouer et danser devant les grévistes mobiliséEs pour le maintien de notre système de retraites... Tous les yeux s'étaient alors tournés vers elles et eux, et vers notre lutte commune. À travers ces performances, au cours de la lutte actuelle, c'est également une double redécouverte : il est, en effet, vital de redécouvrir cette fonction politique et populaire à l'art et son « utilité » dans la lutte... Mais il est tout aussi essentiel que cette nouvelle génération de précaires et de travailleurEs de la culture redécouvre à travers cette lutte que leurs réalités professionnelles et leurs intérêts ne sont pas différents de celles de l'ensemble de la classe ouvrière. Il est enfin temps pour nous toutes et tous de redécouvrir que la force de notre collectif peut faire reculer n'importe quel gouvernement, aussi libéral, réactionnaire et autoritaire soit-il. □

1. La dernière étude de l'Unédic parle même de 1,14 million de personnes.

2. Michel Husson, « Réforme de l'assurance chômage en France : la violence sociale par décret », *alencontre.org*, 9 mars 2021.

# L'annulation des condamnations de Lula, une éclaircie dans un ciel plombé

PAR TÁRZIA MEDEIROS ET JOÃO MACHADO\*

*Le 8 mars, pendant les activités de la journée internationale de la femme au Brésil, Edson Fachin, un juge de la Cour Suprême, a annulé toutes les décisions prises à l'encontre de Lula dans quatre procédures liées à l'opération Lava-Jato (Lavage Express).*

C'est ainsi que furent annulées deux condamnations ainsi que des décisions dans deux autres affaires pendantes. Le juge a justifié l'annulation par le fait que la 13<sup>ème</sup> cour fédérale de Curitiba (État de Parana), de l'ex juge Sergio Moro qui avait jugé Lula, n'en avait pas la compétence légale. La cour de Curitiba s'était vue attribué des cas liés à la corruption de Petrobras ; les accusations portées contre Lula dans ces quatre affaires n'avaient pas de relation avec cette société.

Lula n'est pas pour autant innocenté, Fachin ayant décidé que ces affaires seraient déferées devant le tribunal fédéral de Brasília. Par ailleurs Lula a recouvré ses droits politiques et, si la décision de Fachin n'est pas infirmée par l'assemblée plénière de la Cour Suprême et qu'il n'y a pas de nouvelles condamnations prononcées par le Tribunal de Brasília, – mais il n'y aura probablement pas le temps pour cela –, il pourra se porter candidat à la présidence de la République en 2022.

La décision de Fachin, un juge considéré comme lié à l'opération *Lava Jato*, avec l'argument sans doute correct que les affaires n'auraient pas dû être jugées à Curitiba, ne peut être remise en question d'un point de vue pénal. Les avocats de Lula l'avaient déjà dit à plusieurs reprises. Le groupe des procureurs de l'opération *Lava Jato* et l'ex juge Moro avaient manœuvré pour élargir le champ de leur « croisade anti-corruption » à un moment où ils recevaient un large soutien des médias et de l'« opinion publique ».

Une fois passée la surprise causée par

la décision de Fachin, il s'est vite avéré qu'elle n'était pas contradictoire avec l'opération *Lava Jato*. Elle visait en réalité à préserver autant que possible les condamnations prononcées et leur legs supposé. Les poursuites engagées par Sérgio Moro ayant été annulées, le juge a estimé que les avocats de l'ex-président qui ont fait valoir leurs doutes n'intenteraient plus de procès ou, en d'autres termes, que l'ex juge avait agi délibérément pour condamner Lula, sans l'impartialité que les juges sont censés respecter. L'annulation pour incompétence du tribunal est bien moins offensante pour l'opération *Lava Jato* qu'une annulation pour suspicion du juge.

Pour les critiques, le parti pris dans les poursuites contre Lula a toujours été clair et est devenu encore plus évident lorsque, à la fin de 2018, Moro a démissionné de sa carrière de juge pour être ministre de la Justice dans le gouvernement Bolsonaro. Pour aggraver les choses pour Moro et les procureurs de *Lava Jato*, à partir de juin 2019, des messages piratés de leurs conversations sur l'application Telegram ont commencé à être diffusés dans la presse, à partir du site *Web the Intercept Brasil*, et il y en a eu davantage encore à partir de décembre. Moro et les procureurs, s'ils n'ont jamais remis en cause la véracité des messages, ont déclaré qu'ils n'avaient aucun moyen prouver cette dernière et ont affirmé que les messages avaient été obtenus illégalement. Restent que ces messages, vrais au demeurant, révèlent l'extrême partialité de Moro et le caractère criminel de son travail et de celui des procureurs.

Enfin, la rupture entre Bolsonaro et Moro et le départ de ce dernier du ministère en avril 2020 ont divisé la droite « *lavajatista* ». Le procureur général de la République, nommé par le président, a commencé à agir contre *Lava Jato*. Moro, même s'il garde un certain prestige populaire, en est sorti fragilisé. Tout cela a rendu probable l'approbation des soupçons à son encontre par la Cour Suprême<sup>1</sup>.

Fachin a bien essayé de rendre les bagues pour ne pas y perdre ses doigts, mais sans succès. D'autres juges de la Cour Suprême ont décidé de relancer le procès des soupçons à l'encontre de Moro dès le lendemain, le 9 mars. Deux d'entre eux ont voté en faveur de sa partialité, et sont allés plus loin : ils ont affirmé qu'il y avait une collusion entre l'ex-juge et le parquet, un comportement criminel de leur part, et que l'opération *Lava Jato* avait été « *le plus grand scandale judiciaire de l'histoire du pays* ». Ce procès est loin d'être terminé et aucune date n'a encore été arrêtée pour le prononcé des décisions.

## L'IMPACT POLITIQUE DE L'ANNULATION DES CONDAMNATIONS DE LULA

Indépendamment des motivations de Fachin, l'annulation des condamnations de Lula a été correcte d'un point de vue juridique et, son impact politique, énorme.

Il est essentiel de se souvenir que Lula était candidat à la présidence de la République quand il fut condamné et emprisonné. Il était en tête des intentions de vote et s'il n'avait été empêché de se présenter aux élections, Bolsonaro n'aurait



probablement pas été élu. Désormais, tout indique que Lula se présentera à la présidence en 2022. Bien qu'il ne se soit pas déclaré candidat, c'est toutefois dans cet esprit que Lula a prononcé le 10 mars un discours largement couvert par la presse et qu'il a répondu aux questions des journalistes.

Lula a pu s'exprimer en accréditant l'idée que son innocence avait été reconnue par la justice, alors que l'annulation de ses condamnations ne l'implique pas, et que les juges de la Cour suprême qui ont voté en faveur de la suspicion de partialité de l'ex-juge Sérgio Moro n'ont pas abordé cette question. Ils ont simplement affirmé que Lula a droit à un procès équitable.

Tous les commentateurs de presse ont souligné que Lula a tenu un discours éclairé qui a surtout révélé des grandes différences de niveau avec Bolsonaro, notamment sur le sujet devenu important avec l'aggravation de la Covid-19 ces dernières semaines dans le pays : la lutte contre la pandémie. Lula a rendu hommage aux victimes et a défendu la nécessité des mesures de distanciation physique, du masque et de l'accélération de la vaccination. Il a critiqué l'imbécillité de Bolsonaro pour avoir commis des erreurs sur toutes ces questions. En outre, il a déclaré que Bolsonaro n'a pas d'idée pour le pays, ni de programme gouvernemental, et il a dépeint en termes généraux son propre projet : il a défendu ses gouvernements, sans toutefois mentionner Dilma Rousseff, a critiqué la soumission totale au marché, tout en affirmant que le « marché » ne devait pas avoir peur de lui. Il a redit ce qui avait caractérisé son gouvernement, dans sa vision : défendre les travailleurs, mais dialoguer et chercher une entente avec toutes les forces du pays, promouvoir l'alliance du capital et du travail, etc., rechercher le « développement » économique. Enfin, il a critiqué l'armement de la population défendu par Bolsonaro et a souligné que l'armement doit être renforcé pour la police et les Forces Armées.

Le contraste avec la politique génocidaire, ultralibérale et antipopulaire de Bolsonaro était énorme. Mais Lula a maintenu toutes les limites de ses positions antérieures : il n'a montré aucune compréhension de la catastrophe climatique et des conflits éco-sociaux en cours, il a redit sa confiance dans le développement d'un capitalisme périphérique tel celui du Brésil ; il n'a pas

mentionné l'incarcération et le massacre de la population noire et pauvre, qui ont augmenté ces dernières années, mais qui existaient déjà sous ses gouvernements. Il a certes beaucoup critiqué Bolsonaro, mais il est implicite pour lui que pour déloger ce dernier, il faut attendre les élections de 2022, conviant la gauche à adopter une position passive et attentiste en plein milieu du chaos économique et sanitaire qui s'est installé dans le pays en 2021. Ces lacunes s'ajoutent à la réaffirmation de la ligne de réconciliation de classe susmentionnée.

Tous les médias ont souligné que Lula se positionnait comme le candidat disposant des meilleures conditions pour affronter Bolsonaro à l'élection de 2022. Bolsonaro, d'ailleurs, est à nouveau dans une phase de perte de popularité depuis fin 2020 – il est « au pire moment de son gouvernement » – mais conserve le soutien de près de 30 % de la population. Bien qu'il fasse l'objet du rejet de la majorité, il apparaît toujours comme étant présent au second tour des élections.

Que Lula puisse briguer un mandat affaiblit davantage le gouvernement et modifie positivement le rapport de forces, en faveur des franges populaires et de l'opposition à l'extrême droite. Des représentants de la bourgeoisie commencent à dire qu'ils seront en mesure de soutenir Lula, et les alliés du gouvernement font pression pour que Bolsonaro opère des changements, en particulier dans la gestion désastreuse de la pandémie. Bolsonaro lui-même a donné de nombreux signes qu'il pressentait ce coup.

L'entrée en lice de Lula a également un impact sur les forces de gauche, y compris celles qui, comme le PSOL, étaient opposées à son gouvernement. Tout indique que la tendance de ces dernières années, – à savoir le déclin du PT, qui est toujours le plus grand parti de gauche au sens large, et le renforcement relatif du PSOL –, va s'inverser, du moins à court terme. Le PT a regagné en vigueur. De plus, le PSOL subit désormais des pressions pour rejoindre un front avec le PT dès le premier tour des élections de 2022. Bien que la question n'ait pas encore été débattue ouvertement dans le PSOL, elle a déjà des défenseurs en interne, et il y a eu des déclarations à la presse en ce sens. Un front autour de la candidature de Lula ne serait pas un « front de gauche » – Lula cherchant clairement le soutien des partis bourgeois les moins bolsonaristes –, et encore moins un

front dans le camp de la classe ouvrière et des secteurs opprimés de la société. C'est pourquoi ce serait une grave erreur si le PSOL adhérait à cette perspective. Cela entraînerait la perte de ce qu'il a construit depuis sa fondation en tant que force de gauche critique de la conciliation des classes.

La défaite de Bolsonaro est un objectif primordial des prochaines élections, toute fois s'il n'est pas possible de mettre fin à son gouvernement d'ici là, car cela reste un combat à mener. Un nouveau gouvernement Lula, même s'il n'est pas une alternative cohérente à l'offensive de la droite et aux attaques subies par les secteurs populaires, serait un grand soulagement après les horreurs du « bolsonarisme ». Mais il s'agit d'une élection à deux tours, et Lula, – sauf bouleversement majeur –, sera présent au second. Il est donc important et décisif pour le PSOL, en tant que projet de parti de la gauche socialiste brésilienne, de se présenter avec sa propre candidature au premier tour des élections présidentielles de 2022, et de discuter d'un soutien à une candidature anti-bolsonariste, si le parti n'est pas présent au second tour. De cela peut découler, y compris, la survie et le maintien des espaces institutionnels du PSOL au parlement national brésilien.

La conjoncture brésilienne a changé énormément avec l'annulation des condamnations de Lula. La droite s'est affaiblie, quand le PT s'est renforcé. Le coup judiciaire nécessaire à l'élection de Bolsonaro est en passe d'être mis en échec. Objectivement, cela se doit d'être salué par la gauche socialiste. Mais cette gauche risquant d'être soumise à des pressions majeures et elle se devra d'avoir plus de consistance politique pour maintenir son projet. □

*Traduit du portugais par Luiza Toscane*

**\*Tarzia Medeiros est militante féministe, secrétaire générale du PSOL et membre de la coordination nationale de Comuna, organisation de la IVe Internationale au Brésil, João Machado est économiste, professeur à l'université de São Paulo, membre de la direction de la IVe Internationale et membre de la coordination nationale de Comuna.**

1. Le juge Gilmar Mendes a décidé de relancer le procès d'un autre « habeas corpus », un recours constitutionnel qui discute de la partialité du juge Sérgio Moro dans les procès des affaires de Lula. (NDLT)

# Birmanie : terreur, résistance et enjeux

PAR PIERRE ROUSSET

*Par son ampleur et sa durée, le mouvement de désobéissance civile a profondément modifié l'agenda politique birman. Il subit depuis deux mois l'assaut sanglant de la dictature militaire. Nul ne peut rester indifférent face au décompte quotidien des morts.*

Cet article est écrit au lendemain du samedi 27 mars 2021, date de la traditionnelle « Journée des forces armées », inauguré par un défilé martial digne d'un 14 Juillet français dans la capitale administrative de Naypyidaw. Est-ce pour mieux la fêter que la soldatesque s'en est donné à cœur joie, assassinant au moins 102 personnes, dont bon nombre d'enfants ou jeunes adolescents – soit le bilan quotidien le plus lourd depuis le putsch du 1er février ?

Une nouvelle fois, nous avons eu affaire à une action concertée : selon l'AAPP<sup>1</sup>, l'armée a tiré à balles réelles dans plus de 40 cantons de neuf régions, y compris dans des zones résidentielles et à Rangoun, la capitale économique et la plus grande ville du pays. La population vivant dans divers États nationaux de la périphérie n'a pas été épargnée. L'escalade de la violence se poursuit, inexorablement, alors que 423 personnes au moins ont déjà perdu la vie. Quelque trois mille autres ont été incarcérées depuis le 1er février, deux mille se trouvant toujours en détention.

## UNE POLITIQUE DE TERREUR CLAIREMENT AFFICHÉE

La junte au pouvoir veut briser la résistance démocratique, quel qu'en soit le coût humain. Elle déploie à cette fin une véritable politique de terreur. Une dictature tend généralement à nier ou relativiser ses crimes. Il n'en est cette fois-ci rien, bien au contraire. « Nous visons la tête » annoncent les soldats sur les réseaux sociaux. Ce samedi noir, lors de la parade militaire, le général Min Aung Hlaing, putschiste en chef et numéro un de la junte, intervenant à la télévision d'État, avait menacé sans ambiguïté la population : « Apprenez la leçon de ceux qui sont morts après avoir été touchés à la tête et

*dans le dos... Ne mourez pas en vain... »*

Lycées, universités, hôpitaux sont occupés par l'armée. Fonctionnaires et autres grévistes sont menacés de sévères représailles. Pour refus de se mettre aux ordres de la junte, elles et ils sont chassés de leurs logements et obligés de vivre dans des conditions précaires. Le recours au viol est utilisé comme une arme de guerre. Les habitantEs des quartiers et localités sont forcés de démanteler les barricades de fortune sous la menace des armes. Il est fini le temps du face-à-face, quand la détermination des manifestant.es suffisait à interrompre l'avancée des unités de répression. Les jeunes descendent toujours dans la rue, mais si leurs boucliers de fortunes les protègent des balles en caoutchouc, ils ne peuvent rien contre des tirs à balles réelles. Que valent des lance-pierres face à des snipers et des chars ? L'armée étend inexorablement son emprise. Des minorités nationales possèdent une capacité effective d'autodéfense armée, mais il n'y a rien de tel en pays bamar<sup>2</sup>.

La loi martiale est déclarée dans des districts populaires. Les banques privées qui refusent de rouvrir leurs agences sont menacées de nationalisation forcée. La junte annonce vouloir jeter en prison les propriétaires de supermarchés qui oseraient fermer leurs magasins. Les avoirs d'organismes suspectés de financer la résistance, comme la Fondation Soros, sont saisis. Le régime cherche à assurer un contrôle total sur l'information et les communications ; les journaux indépendants imprimés ne peuvent plus paraître. D'importantes opérations militaires sont engagées jusque dans le territoire de minorités ethniques, provoquant de premiers déplacements forcés de populations. Le pays subit un état de guerre.

## LA RÉSISTANCE SE POURSUIT

Le mouvement de désobéissance civile se poursuit néanmoins. La grève paralyse toujours pour une part l'administration, la banque, des entreprises. D'autant plus qu'en matière de services publics, le savoir-faire de l'armée semble limité, comme l'ont relevé les cheminotEs : elle est incapable pour l'heure de faire rouler les trains et fonctionner le système ferroviaire à leur place.

Des jeunes descendent toujours dans les rues brandir les couleurs de la résistance. Ils et elles expérimentent des manifestations éclairs, à pied ou en motos, puis se dispersent avant l'arrivée des forces de répression. Des quartiers se parent de symboles indiquant leur entrée en dissidence. Des journalistes et photographes fondent des collectifs pour informer le monde, malgré les arrestations et brutalités dont cette profession est victime. Des femmes fabriquent chez elles des engins à base de sucre et de nitrate de potassium produisant un nuage de fumée qui empêche les soldats de viser avec précision. Les funérailles des victimes sont l'occasion de s'engager, trois doigts levés (signe de ralliement du combat démocratique dans la région), à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, à savoir en terminer une bonne fois pour toutes avec le pouvoir militaire instauré en 1962.

La « bataille de Hlaing Thar Yar » représente un point d'inflexion. Il s'agit de la grande zone industrielle située au nord-ouest de Rangoun qui a répondu massivement à l'appel à la grève générale lancée dès le 8 février et qui est depuis le théâtre de nombreuses mobilisations. Le 14 mars, les manifestantEs ont été les victimes de soldats armés de fusils mitrailleurs et de tireurs d'élite.

Viser pour tuer.

Cette zone industrielle s'est développée dans la foulée de l'ouverture économique initiée en 2011. Plus de 700 000 migrantEs de l'intérieur y travaillent : ce sont des ruraux, à 80% des femmes, vivant en dortoirs et huttes de bambous, dans un immense bidonville. Les usines textiles ont poussé comme des champignons et emploient l'essentiel de la main-d'œuvre. Leurs exportations représentent 30 % du total du pays. Les investisseurs sont chinois à 60 %, mais 75 % de cette production est destinée à l'Union européenne et au Japon, avec exemption de droits de douane en Europe.

En réponse à la répression, les grévistes se sont attaqués aux usines, les incendiant (on ne sait pas combien) et réglant ce faisant leurs comptes avec des employeurs chinois adeptes de la surexploitation : manque de toilettes, horaires prolongés, répression des syndicats... Certains observateurs se demandent si ces incendies ne seraient pas une provocation, pour pousser la Chine à réagir, mais rien ne semble confirmer cette hypothèse. Le sentiment anti-Chine est manifeste depuis les débuts de la résistance démocratique qui reproche au PCC d'avoir appelé, aux Nations unies, à un impossible « dialogue » entre la junte et le Mouvement de désobéissance civile. La Chine est aussi le principal fournisseur d'armes de l'armée birmane (avec la Russie) – mais elle en vend aussi aux minorités ethniques du nord, à sa frontière, qui combattent plus ou moins sporadiquement l'armée fédérale (dont le nom officiel est Tatmadaw).

### LES PARTICULARITÉS DE L'ARMÉE BIRMANE

La première question qui s'est posée après le putsch du 1<sup>er</sup> février était : pourquoi l'armée l'a-t-elle décidé dans un pays où elle contrôlait déjà l'essentiel du pouvoir ? Un peu pour garantir l'avenir du général en chef Min Aung Hlaing dont l'âge de la retraite approchait, beaucoup pour reprendre la main alors qu'à force d'échecs électoraux successifs, la légitimité politique de Tatmadaw déclinait au profit de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi qui emportait haut la main tous les scrutins. Les militaires birmans ont fait du Trump : nous n'avons jamais envisagé qu'il puisse en être ainsi, donc cela n'est pas arrivé.

Le pouvoir de l'armée n'a jamais été menacé, étant constitutionnellement garanti : 25 % des législateurs lui revenant de droit (sans être élus) alors que tout amendement à la Constitution exige au moins 75% des votes. À la tête de ministères régaliens, Tatmadaw n'était soumise à nul contrôle civil. Aucun désaccord d'orientation avec la LND ne justifiait la rupture. L'armée tire d'immenses profits de deux grands conglomérats, le Myanmar Economic Corporation (MEC) et le Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL), et du trafic de pierres précieuses ou de bois. L'« économie kaki » est particulièrement développée en Birmanie et la junte use d'un « capitalisme de clientèle » pour corrompre et coopter jusqu'à des figures de l'opposition.

L'armée constitue un pouvoir parallèle qui double, de haut en bas, l'administration civile, lui donnant à chaque niveau une forte capacité d'influence sur la société. Même par temps de crise, il est aléatoire d'espérer des défections significatives en son sein (à la différence de la police). Elle forme un corps très homogène où les familles de soldats vivent en circuit fermé.

### LES INSTANCES DU BOUDDHISME

Dans ce pays bouddhiste où l'ordre monastique est divisé en neuf sectes, le clergé est longtemps resté en retrait face à la contestation. Les autorités officielles (la Sangha) ne sont pas censées s'engager en politique, mais ne s'en privent pas, apportant traditionnellement leur appui au régime. Après le 1er février, l'état-major a pris soin de courtiser plus que jamais la hiérarchie religieuse.

Les mouvements de référence bouddhiste peuvent couvrir le spectre politique entier, jusqu'à l'extrême droite fascisante, comme ce fut le cas avec l'Organisation de défense de la race et de la nation (Ma Ba Tha) qui a joué un rôle très actif contre les Rohingyas. Sous la pression continue du mouvement de désobéissance civile, l'alliance conservatrice entre autorités religieuses et régime militaire se fissure. L'une des figures les plus influentes, Sitagu Sayada, très proche du général en chef, a subi une volée de critiques sur les réseaux sociaux. Sa secte, la Shwe Kyin, a fini par appeler les militaires à plus de modération dans la répression. Les moines prodémocratie se font maintenant entendre, notamment

à Mandalay, deuxième centre urbain de Birmanie, où plusieurs monastères sont entrés en dissidence ouverte. Chaque jour, les moines prennent la tête d'une manifestation éclair, sachant que leur présence constitue une protection. Tout dernièrement, le président du Comité national du *Sangha* – une structure mise en place par la junte où elle a nommé des « vénérables » de son choix – a annoncé qu'il cessait toutes ses activités. Une mauvaise nouvelle pour la junte !

### UN IMPACT GÉOPOLITIQUE

Si le mouvement de désobéissance civile avait été rapidement brisé, la junte aurait probablement pu s'en tirer sur le plan international sans trop de dégâts. En matière d'investissements et de commerce, l'insertion de l'économie birmane est avant tout régionale : Singapour, la Chine, la Thaïlande, l'Inde... (le premier pays occidental concerné est la Grande-Bretagne). La règle d'or de l'ASEAN<sup>W</sup> est la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses pays membres (cette association est un club de régimes autoritaires). C'est aussi la position traditionnelle que défend la Chine au conseil de sécurité de l'ONU. Des firmes occidentales (dont Total est un exemple type) jouent un rôle économique et financier considérable, mais elles ont l'habitude de travailler sans état d'âme avec des dictatures.

Le mouvement de désobéissance civile ne s'est pas éteint et a modifié les règles du jeu diplomatique. L'attitude de la Chine en témoigne. Elle s'est opposée à ce que le conseil de sécurité de l'ONU condamne la junte, mais a accepté qu'il exprime sa « grave préoccupation » et demande la « libération immédiate » de l'ensemble des personnes détenues ainsi que la fin des restrictions visant les journalistes et les activistes. Pékin doit concilier des intérêts contradictoires, ce qui devient difficile par temps de crise aiguë. Aung San Suu Kyi avait d'excellentes relations avec Xi Jinping ; elle est aujourd'hui incarcérée et son procès pour haute trahison est annoncé. Le PCC considère que les territoires frontaliers occupés, dans le nord, par des minorités nationales font partie de son périmètre de sécurité géostratégique. Il a néanmoins besoin



de sécuriser les investissements réels dans le pays, ce qui exige un accord avec les militaires au pouvoir. L'accès à l'océan Indien reste un objectif majeur, le « couloir birman » lui en offre un. Dans ces conditions, la « stabilité », pour l'heure introuvable, du pays est probablement sa priorité.

Des sanctions croissantes à l'encontre des généraux sont prises en Occident. La pression sur les firmes qui font affaire avec le pouvoir birman devient très forte et la liste s'allonge des partenariats suspendus. L'Union européenne est cependant en retrait sur cette question ainsi que, singulièrement, les entreprises françaises. Le groupe hôtelier Accor fait l'innocent, alors qu'il est associé à un conglomérat de l'« économie kaki » dans la construction d'un hôtel cinq étoiles à Rangoun. Il en va de même de Total qui exploite depuis 1992 une partie du champ gazier de Yadana, au large des côtes birmanes, et qui est devenu l'un des plus importants contributeurs financiers de l'État birman. Bien d'autres entreprises françaises et européennes sont impliquées, contre lesquelles il est aujourd'hui possible et indispensable de faire campagne.

### BAMARS ET MINORITÉS NATIONALES

L'arrivée à l'avant-scène d'une nouvelle génération militante, ladite « Génération Z », très jeune (des lycéennes et lycéens) et la puissance du mouvement de désobéissance civile permet de poser en termes nouveaux la question cruciale des rapports entre Bamars, au centre du pays, et minorités nationales, à ses périphéries. Les autorités birmanes, y compris la Ligue nationale pour la démocratie (LND), n'ont jamais mis en œuvre de plans de développement commun. L'ethno-nationalisme bamar est très puissant, ainsi que le sentiment d'aliénation des groupes ethniques, généralement armés, qui peuplent les frontières. La question du fédéralisme n'a jamais été réglée, alors que le nom officiel du pays est Union de Birmanie ou république de l'Union du Myanmar. Les rapports entre le régime militaire et les États minoritaires sont, avant tout, rythmés par des accords fluctuants de paix ou de cessez-le-feu. Il est possible que l'histoire dramatique et spécifique du génocide de 2017 à l'encontre des Rohingyas, population

en majorité musulmane vivant dans l'État Rakhine (Arakan), puisse être enfin revisitée par les jeunes générations. Dans l'ensemble, face au putsch du 1<sup>er</sup> février, les autorités officielles (parlements) des États nationaux sont restées attentistes. En revanche, des manifestations spontanées contre le coup d'État se sont déroulées presque partout, une partie de la jeunesse, notamment, s'identifiant au mouvement global de désobéissance civile. L'État karen est en pointe dans l'opposition à la dictature. Il est prêt à accueillir et protéger les membres clandestins du CPHR (qui représente la continuité du parlement élu). La cinquième brigade de l'Union nationale karen (KNU) est l'un des plus grands groupes armés du pays et la tension militaire s'accroît sur son territoire qui a été la cible de

des syndicalistes, dont les membres de la fédération CTUM qui a appelé à la grève générale du 8 février. Il constitue un cadre d'auto-organisation de la résistance qui n'est pas sous l'autorité de la LND. Sa constitution rapide montre à quel point nous sommes entrés en Birmanie dans une nouvelle période, porteuse d'une expérience fondatrice pour de nouvelles générations.

Pour qui ne connaît pas intimement le pays (ce qui est le cas de l'auteur de cet article !), il est difficile d'en comprendre toute la complexité. Cependant, des lignes de force apparaissent limpides. Dans nul autre pays aujourd'hui on ne voit à l'œuvre une dictature aussi meurtrière tentant de briser une résistance démocratique aussi exceptionnellement ample. Une situation qui implique un devoir de



Des milliers de manifestants participent à un rassemblement antimilitaire à Rangoun. © Wikicommons / VOA Burmese

frappes aériennes. Dans d'autres États, les forces d'autodéfense restent en posture attentiste, mais réagissent quand l'armée assassine sur leurs territoires des manifestants.

Dans l'adversité, la Ligue nationale pour la démocratie s'est engagée à prendre effectivement en compte la question du fédéralisme. La Chine continue à peser sur le positionnement des États de la frontière nord. Quant à la junte, elle fait tout pour coopter les élites sociales des minorités pour se les attacher. Un bras de fer complexe est en cours dont l'issue façonnera la Birmanie de demain.

### L'IMPÉRATIF DE SOLIDARITÉ

L'opposition massive au putsch du 1<sup>er</sup> février a donné naissance au Mouvement de désobéissance civile (MDC) qui comprenait à l'origine le personnel soignant et la « génération Z » dont l'entrée en lutte a été immédiate, ainsi que

solidarité impératif. Pour sa part, l'association ESSF offre sur son site Internet<sup>5</sup> une information continue sur l'évolution de la situation et a lancé un appel à la solidarité financière. Force est malheureusement de reconnaître que la solidarité en France est bien en-deçà de ce qui serait possible et indispensable – le NPA étant l'une des rares organisations s'étant effectivement engagée en ce domaine. □

1. Chiffres fournis par l'Association pour l'assistance aux prisonniers politiques (AAPP), une organisation non gouvernementale (ONG) locale qui recense le nombre des morts depuis le putsch et repris par le quotidien en ligne l'Irrawaddy.

2. Dans cet article, le mot « Birman » désigne l'ensemble de la population de l'État et le mot « Bamar » les membres de l'ethnie majoritaire qui peuple l'essentiel du bassin de l'Irrawaddy.

3. Voir l'article d'Arthur Poras dans le Monde du 23 mars 2021.

4. Sigle anglais d'usage de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est.

5. <http://www.europe-solidaire.org>

# Genre, race, classe : les réactionnaires contre la pensée critique

PAR JULIEN SALINGUE

*Retour sur une violente campagne politique contre des disciplines universitaires souvent méconnues, qui dissimule mal un projet de société fondamentalement autoritaire, raciste et réactionnaire.*

« **C**e que l'on appelle communément l'islamo-gauchisme fait des ravages. Il fait des ravages à l'université, il fait des ravages quand l'Unef cède à ce type de choses, il fait des ravages quand, dans les rangs de La France insoumise, vous avez des gens qui sont de ce courant-là et s'affichent comme tels. Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène évidemment au pire. Regardez dans cette affaire [le meurtre de Samuel Paty]. Ce n'est pas un assassin seul. C'est un assassin qui est conditionné par d'autres gens, en quelque sorte les auteurs intellectuels de cet attentat. » Ainsi s'exprimait Jean-Michel Blanquer, le 22 octobre 2020 sur Europe 1, soit moins d'une semaine après l'assassinat de Samuel Paty. Reprenant à son compte une vieille antienne de l'extrême droite, le ministre de l'Éducation légitimait ainsi le concept d'« islamo-gauchisme » et marquait le début d'une offensive majeure contre des secteurs de l'université, accusés — rien que ça — de « complicité intellectuelle » avec le terrorisme jihadiste. Un discours pas très nouveau, mais adopté pour la première fois par un ministre de l'Éducation nationale, et repris quelques mois plus tard, après avoir infusé dans le débat public, par le ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal. Celle-ci déclarait ainsi le 14 février sur C-News que « l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble » et que « l'université n'[y] est pas imperméable », avant d'annoncer sa demande « [d'] une enquête [du CNRS] sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce

que l'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève du militantisme et de l'opinion ». Sur quels « sujets » ? On ne le saura pas, mais Frédérique Vidal tentera de préciser son propos deux jours plus tard à l'Assemblée nationale, évoquant « un bilan de l'ensemble des recherches qui se déroulent dans notre pays, que ce soit les recherches sur le post-colonialisme par exemple » et ajoutant, sans transition aucune, en référence à l'assaut des pro-Trump sur le Capitole : « Vous savez, j'ai été extrêmement choquée de voir au Capitole apparaître un drapeau confédéré et je pense qu'il est essentiel que les sciences humaines et sociales se penchent sur ces questions qui sont encore d'actualité. » Comprenne qui pourra.

## UNE CAMPAGNE QUI VIENT DE LOIN

Les accusations portées contre certaines disciplines universitaires accusées de « fracturer la société », voire de « faire le jeu » du terrorisme, ne sont pas nouvelles. On se souvient ainsi de Manuel Valls expliquant, après les attentats du 13 Novembre, en avoir « assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé », et enfonçant le clou quelques semaines plus tard : « Il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser. » Quelques mois plus tôt, dans un autre style mais avec le même type de « raisonnement », l'inénarrable Philippe Val avait quant à lui commis un livre, *Malaise dans l'inculture*, dans lequel il entendait s'en prendre au « sociologisme », cette « dérive de la sociologie » qui constitue « un mouvement de

fond dénonciateur, complotiste et intellectuellement paralysé par un endoctrinement confortable et simpliste ». Les Pinçon-Charlot étaient ainsi, par exemple, accusés de « consacrer leur vie à convaincre leur public que l'habitant des beaux quartiers aurait davantage sa place dans un camp de travail ». Tout simplement.

Sur fond de développement des discours islamophobes au nom de la « lutte contre le terrorisme », la critique s'est peu à peu étendue à diverses disciplines et champs universitaires, avec une attention toute particulière portée aux études postcoloniales et décoloniales, mais aussi aux études de genre et aux travaux portant sur les questions raciales. En novembre 2018, *le Point* publiait une tribune signée par « 80 intellectuels », sobrement titrée « Le "décolonialisme", une stratégie hégémonique », dans laquelle on pouvait lire, entre autres, ceci : « Tout en se présentant comme progressistes (anti-racistes, décolonisateurs, féministes...), ces mouvances [intellectuelles] se livrent depuis plusieurs années à un détournement des combats pour l'émancipation individuelle et la liberté, au profit d'objectifs qui leur sont opposés et qui attaquent frontalement l'universalisme républicain : racialisme, différentialisme, ségrégationnisme (selon la couleur de la peau, le sexe, la pratique religieuse) ». Tribune signée par d'éminents progressistes comme Alain Finkielkraut, Jean-Claude Michéa ou Elisabeth Badinter, et qui connaîtra



diverses répliques, jusqu'à la création, en janvier 2021, d'un « Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » se fixant pour mission de combattre « [l']identitarisme qui progresse au sein de l'Université [et] menace en retour de faire progresser d'autres formes d'identitarismes en dehors de l'Université ».

### VOUS AVEZ DIT « COMPLICITÉ » ?

Peu importe l'imprécision des termes et la méconnaissance totale des disciplines et champs de recherche visés. Dans bien des interventions et des écrits, on s'aperçoit en effet que tout se mélange : études postcoloniales, études décoloniales, travaux sur le genre, sur les questions raciales, sur l'intersectionnalité... Le nombre de références précises aux travaux ciblés (articles, livres, colloques, séminaires de recherche...) est inversement proportionnel à la virulence des attaques, et l'on préfère gloser sur l'intitulé d'un sujet de thèse que se confronter réellement et concrètement à des travaux qui, si l'on peut légitimement les critiquer, ne peuvent être balayés d'un revers de manche à coups d'amalgames et de « punchlines » pour plateaux télévisés.

Peu importe, en outre, si aucun élément concret ne vient à l'appui des accusations portées, qui présentent bien des caractéristiques des théories complotistes : dénonciation d'une offensive venue de l'étranger (ici, les « campus américains » et les « Frères musulmans ») ; obsession quant à la persécution qui aurait cours contre ceux qui osent dire la vérité (la « cancel culture ») ; absence de raisonnement argumenté, auquel se substitue une collection d'anecdotes ou de faits isolés que l'on relie entre eux, quitte à les réinterpréter grossièrement, pour « prouver » l'existence de quelque chose de systématique ; dénonciation d'une coalition entre des groupes et/ou des individus à qui l'on prête un projet commun alors qu'ils/elles ont bien souvent des intérêts divergents, voire contradictoires, et qu'il n'existe aucune preuve d'une quelconque concertation...

Et peu importent, enfin, les éléments matériels qui invalident le propos des chasseurs d'« islamo-gauchistes », entre autres et notamment le nombre

ridiculement bas de publications et d'enseignements portant sur les thématiques incriminées<sup>1</sup>. Car l'essentiel est ailleurs : pour le gouvernement et les « intellectuels » aux ordres, il s'agit d'alimenter une campagne de défiance à l'égard des chercheurEs critiques et plus largement des forces progressistes, et d'entretenir, sur fond de vote de la loi « séparatisme », un climat islamophobe reposant sur la stigmatisation de tout ce qui serait « musulman » ou « islamique ».

### DES TRAVAUX QUI METTENT EN PÉRIL LE RÉCIT DOMINANT

Ce que les réactionnaires ne pardonnent pas aux disciplines et champs de recherche incriminés, c'est fondamentalement qu'ils interrogent, critiquent, remettent en question le récit officiel de « la France universelle et universaliste ». Les études postcoloniales proposent ainsi un décentrement, une « désoccidentalisation » du regard porté sur l'histoire, les processus sociaux, contestant la domination de la pensée politique, économique, sociale, culturelle... du monde occidental, en déconstruisant les récits dominants au moyen, notamment, de travaux sur les groupes dominés, leurs luttes, leur production culturelle, etc. Les études décoloniales s'intéressent davantage à l'actualité du colonialisme, ses reconfigurations, la façon dont il continue de structurer les sociétés. Une critique de la « modernité occidentale » en somme, qui conteste l'idée que la « décolonisation » aurait mis un terme aux rapports coloniaux, au moyen de concepts comme la « *colonialité du pouvoir* » (Aníbal Quijano) ou le « *fondamentalisme eurocentrique* » (Ramón Grosfoguel). Les travaux intersectionnels, quant à eux, reposent sur une étude croisée des dominations qui structurent la société (de classe, de race, de genre, d'orientation sexuelle), affirmant qu'elles ne peuvent être pleinement comprises si elles sont étudiées séparément car elles ne s'excluent pas mutuellement et, en outre, que le croisement des oppressions, plus qu'une simple addition, produit des sujets et groupes sociaux spécifiques et des modifications des mécanismes de domination.

Évidemment, ces champs de recherche sont pluriels, divers, internationaux, nourris de débats entre eux et en leur sein, et reposent sur des enquêtes

historiques, sociologiques, empiriques... C'est à ce titre que l'on peut comprendre les paniques identitaires qu'ils suscitent, dans la mesure où, dans un pays comme le nôtre, ils remettent en cause bien des certitudes officielles, de la « mission civilisatrice » de la France au prétendu « universalisme républicain » dans lequel tout le monde serait traité à égalité, en passant par le présent colonial de la France, que ce soit à l'extérieur de ses frontières ou dans un certain traitement des populations racisées. Des paniques qui se traduisent notamment par des attaques violentes et grossières tentant notamment de faire croire que ce sont celles et ceux qui étudient et donnent à voir les discriminations qui seraient responsables de leur existence, voire de leur perpétuation, comme a pu l'affirmer, entre autres, Jean-Michel Blanquer : « *Il y a un combat à mener contre une matrice intellectuelle venue des universités américaines et des thèses intersectionnelles, qui veulent essentialiser les communautés et les identités, aux antipodes de notre modèle républicain qui, lui, postule l'égalité entre les êtres humains, indépendamment de leurs caractéristiques d'origine, de sexe, de religion.* »<sup>2</sup> Et il n'est nul besoin de partager l'ensemble des conclusions de ces travaux, ni de nier le caractère parfois déformé de leurs appropriations militantes<sup>3</sup>, pour les prendre au sérieux, valoriser leurs apports, y compris de manière critique, et défendre leur légitimité face à l'offensive réactionnaire qui les vise.

### « RACE ET SCIENCES SOCIALES »

Cette position de « soutien critique » ne va malheureusement pas de soi du côté des intellectuels — authentiquement — de gauche. À ce titre, et sans bien évidemment les ranger dans la même catégorie que Vidal, Blanquer et consorts, la sortie début février de l'ouvrage de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, *Race et sciences sociales*, et les interventions médiatiques de ses deux auteurs, ont été particulièrement remarquées, et pas forcément dans le bon sens du terme. Dans ce livre, le sociologue et l'historien entendent s'en prendre à ce qu'ils nomment les « *discours identitaires* » à gauche, nourris selon eux par les travaux universitaires sur la « *question raciale* ». Pour Beaud et Noiriel, un mouvement de fond serait à l'œuvre dans la gauche depuis les années 1980,

avec un délaissement des questions sociales au profit des « *questions identitaires* », qui culminerait aujourd'hui avec des mobilisations antiracistes participant d'un « *enfermement identitaire [...] occultant les relations de pouvoir qui structurent nos sociétés* »<sup>4</sup>. Autrement dit : « *Le langage racialisant qui présente la couleur de peau comme la variable déterminant l'ensemble des pratiques économiques, sociales et culturelles de nos concitoyens écrase la complexité et la finesse des relations sociales et des rapports de pouvoir.* »<sup>5</sup>

On pourrait bien évidemment partager ces dernières formulations... si elles faisaient écho à une réalité tangible. Mais le problème est que Stéphane Beaud et Gérard Noiriel entretiennent une confusion majeure, amalgamant, d'une part, des collectifs et des pensées ultra-minoritaires ayant fait du prisme racial leur seule grille de lecture des rapports sociaux et, d'autre part, des courants de recherche et des mouvements luttant pour que la variable raciale ne soit pas systématiquement reléguée au second plan, voire niée, au motif que l'appartenance de classe surdéterminerait tout le reste et serait, partant, le seul facteur d'unification des dominés, tout le reste favorisant la division. Qui plus est, les deux auteurs opèrent un renversement des plus étonnants, rendant responsables les chercheurEs travaillant sur la « question raciale » et les mouvements antiracistes des logiques de division, comme si ce n'était pas les discriminations elles-mêmes, ainsi que l'incapacité du mouvement ouvrier à prendre en charge ces questions, qui favoriseraient les tendances à la fragmentation. Une position plus que discutable, mais cohérente avec ce qu'écrivait Gérard Noiriel dans l'introduction à son *Histoire populaire de la France* (2018) : « *Le projet d'écrire une histoire populaire du point de vue des vaincus a été accaparé par les porte-parole des minorités (religieuses, raciales, sexuelles) pour alimenter des histoires féministes, multiculturalistes ou postcoloniales, qui ont contribué à marginaliser l'histoire des classes populaires.* »

#### FAIRE FACE À L'OFFENSIVE

Cet article n'est pas le lieu pour une analyse exhaustive des thèses de Beaud et Noiriel, qui font en réalité largement écho à certaines « critiques » qui ont pu être formulées à l'égard des

féministes dans les années 1970, accusées de « diviser la classe »<sup>6</sup>, et que nous ne confondons pas avec l'offensive réactionnaire évoquée plus haut, d'abord et avant tout parce que les deux auteurs se placent d'un point de vue « de gauche » et ne nient pas la réalité des oppressions subies. Force est toutefois de constater que la sortie d'un tel ouvrage, en pleine polémique sur « l'islamo-gauchisme » et en pleine campagne contre les champs de recherche auxquels Beaud et Noiriel s'en prennent avec virulence, a de quoi interroger, et qu'elle a été un très mauvais service rendu au camp progressiste et aux chercheurEs que les deux auteurs qualifient hâtivement « [d']adeptes de la question raciale »<sup>7</sup>. Les débats à gauche ne doivent certes pas être déterminés par l'agenda des réactionnaires, mais lorsque l'on lit sur la quatrième de couverture de *Race et sciences sociales* que « *les auteurs de ce livre ont voulu sortir de l'agenda politique et médiatique* », on se dit que l'opération est loin d'être réussie.

A fortiori dans la mesure où Beaud et Noiriel, sans doute par méconnaissance des travaux et des mouvements qu'ils critiquent, contribuent à entretenir le flou et la suspicion à propos de courants de pensée qui, loin de réduire le social au racial, entendent en réalité travailler les croisements et les interactions entre les différentes formes d'oppression et de domination, à l'opposé de toute démarche réductionniste et/ou essentialisante. En outre, dresser un parallèle, comme les deux auteurs l'ont parfois fait dans leurs interventions médiatiques, entre deux « discours identitaires » qui se répondraient, est pour le moins malaisé, comme lorsque Gérard Noiriel affirme : « *J'ai moi-même été traité d'"islamo-gauchiste" parce que j'avais osé utiliser, dans mon livre le Venin dans la plume, le terme d'"islamophobie" pour désigner les discours de haine diffusés par Éric Zemmour contre les musulmans. En sens inverse, certains nous accusent de faire le jeu des "racistes" parce que nous critiquons le processus d'assignation identitaire qui consiste à définir publiquement les gens par leur couleur de peau.* »<sup>8</sup> Si le débat à gauche est évidemment légitime, entre autres concernant les nécessaires articulations entre luttes contre les oppressions et luttes contre l'exploitation économique<sup>9</sup>, le moins que l'on puisse dire est que l'approche et le calendrier

choisis par Beaud et Noiriel ne rendent pas service à notre camp social.

L'offensive à laquelle nous assistons est en effet de taille, qui ne témoigne pas seulement de l'inculture crasse de la Macronie et de tous les réactionnaires concernant la recherche en sciences humaines et sociales. Elle exprime en réalité un positionnement profondément réactionnaire, tout à la fois raciste, sexiste et anti-intellectuel, agrémenté d'une vision autoritaire de la gestion de la conflictualité sociale, dont le pouvoir ne se cache plus, avec une volonté de renforcer le contrôle de l'État sur les libertés académiques et sur les productions intellectuelles. Le *Washington Post*<sup>10</sup> fait d'ailleurs remarquer que Macron et les siens sont à ce titre à ranger dans la même catégorie qu'Orbán, Bolsonaro, Modi, Erdogan et consorts.

La campagne contre l'« islamo-gauchisme » (et tout ce qui lui a été accolé), si elle permet au pouvoir de parler d'autre chose que des vrais problèmes que se pose la population (situation sanitaire, crise sociale, etc.), n'est donc en aucun cas une simple manœuvre de « diversion ». Elle joue un rôle politique à part entière, dans un contexte général d'offensive raciste et autoritaire, et participe de la « stratégie » de la Macronie en vue de la présidentielle de 2022 : construire un tête-à-tête avec le RN en allant sur ses terrains de prédilection tout en délégitimant toute forme de critique sociale, féministe, antiraciste, radicale. Et il n'est nul besoin d'adhérer aux travaux de recherche et/ou aux disciplines directement ou indirectement visées pour comprendre que c'est en réalité l'ensemble de notre camp qui est visé par cette offensive, et que c'est touTEs ensemble que nous devons y résister, sans nier nos divergences mais sans se tromper d'adversaire. □

1. Lire par exemple Lucie Delaporte, « En France, les recherches sur la question raciale restent marginales », Mediapart, 8 février 2021.

2. Le Journal du dimanche, 25 octobre 2020.

3. Lire l'article d'Aurore Lancereau dans ce même dossier.

4. Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, « Impasse des politiques identitaires », le Monde diplomatique, janvier 2021. Cet article est constitué des « bonnes feuilles » du livre.

5. Idem.

6. Lire l'interview de Josette Trat dans ce même dossier.

7. *Race et sciences sociales*, p. 203.

8. Interview à la Vie, 25 mars 2021.

9. Lire l'article de Mimosa Effe dans ce même dossier.

10. Ishaan Tharoor, « France and the spectral menace of "Islamism-leftism" », 22 février 2021.

# Les classes sociales, des groupes sociaux en mouvement

PAR ANTOINE LARRACHE

*Notre perception des classes sociales est intimement liée à la période dans laquelle nous vivons. Ainsi, si de façon stable et quelle que soit la catégorie socio-professionnelle, 60 % des sondés estiment faire partie d'une classe sociale, la moitié des ouvriers envisagent de voter Marine Le Pen à la présidentielle, 16 % pour Macron et seulement 14 % pour Mélenchon et... 1 % pour Fabien Roussel (PCF). Si les classes sociales sont censées exister par le fait qu'elles défendent leurs intérêts, on peut constater qu'on est en pleine confusion. Une confusion révélée par ce qui reste comme débats au sein de la gauche sur cette question.*

**A**u lieu de chercher à reconstruire la conscience de classe, Mélenchon déclarait en 2016 : « Le "parti de classe" correspondait à une réalité sociale et matérielle qui s'est elle-même dépassée de toutes les façons possibles. L'émergence du "peuple" comme catégorie sociale protagoniste face à l'oligarchie de la période du capitalisme financiarisé dominant appelle sa forme spécifique d'organisation. Cette forme, c'est le "mouvement". »<sup>1</sup>

## DÉGRADATION DU RAPPORT DE FORCES ET EFFACEMENT DU SUJET RÉVOLUTIONNAIRE

La même idée s'exprime dans le slogan « Nous sommes les 99 % » lorsqu'il prétend résumer les oppositions de classes par celle entre les 1% les plus riches et le reste de la population. Cette conception efface les différenciations aux seins des classes populaires et le rôle de ces dernières dans la lutte des classes.

De façon symétrique, on perçoit dans le discours de Lutte ouvrière une conception figée qui l'amène à se mettre à distance des mobilisations des Gilets jaunes ou des opprimés, par exemple celles des musulmanEs contre l'islamophobie. Ainsi, les camarades explicitent à propos des « mobilisations de la petite bourgeoisie » : « Exprimer une solidarité vis-à-vis d'un tel et d'un tel, ce n'est pas une politique. Et la plupart du temps, cela conduit au suivisme, c'est ce que nos camarades du

NPA font de mieux, et cela revient presque toujours à abandonner la politique et les perspectives révolutionnaires. »<sup>2</sup>

es différentes conceptions voient leur origine dans la dégradation globale du rapport de forces que nous subissons et dans les difficultés de la classe des prolétaires à s'affirmer politiquement, y compris dans les mobilisations sur les retraites ou des Gilets jaunes.

Elles prennent en compte un élément très important : le fait que les classes sociales s'inscrivent dans les rapports de production de façon objective mais ont besoin, pour exister réellement, de se transformer en force sociale, en classe sociale, par une expression politique. Mais, en cohérence avec la ligne réformiste classique qui cherche à s'adresser à l'ensemble des couches sociales et s'accroche à une illusoire croissance continue des forces numériques des prolétaires, Mélenchon contourne la difficulté en évacuant l'enjeu de constituer le prolétariat en classe. LO, symétriquement, peine à concevoir la nécessité d'élargir la « classe pour soi », qui a déjà conscience d'elle-même, à des franges périphériques qui pourraient s'y associer et à saisir toutes les dimensions de la domination capitaliste.

Mais une première question est de savoir pourquoi nous nous intéressons à cette question. L'affirmation de Marx et Engels selon laquelle « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire

des luttes de classes »<sup>3</sup> a été confirmée par les expériences historiques. Notre préoccupation est donc de chercher à comprendre quelles luttes sociales sont susceptibles de produire une société sans oppressions et où chacunE pourrait vivre heureux/se, exprimer sa singularité dans un collectif. Le philosophe marxiste Franz Jacubowski affirme que « la suppression de la réification n'est possible que du point de vue d'une classe qui est contrainte, par ses conditions de vie, de ne pas laisser isolés ses différents membres, mais de les intégrer consciemment, de sorte que leur conscience procède déjà d'une totalité. Seule peut supprimer l'aliénation une classe qui est contrainte par ses conditions d'existence d'anéantir radicalement l'aliénation, une classe qui est affectée à ce point par l'aliénation du travail que ses membres eux-mêmes sont devenus des marchandises »<sup>4</sup>. Nous voulons supprimer l'État, ce corps séparé de la société, détruire ses bras armés que sont la police, l'armée, bouleverser les structures qui y sont attachées comme l'école, la justice, supprimer le travail inutile voire destructeur, au profit du travail réellement productif et des loisirs, des arts, mettre fin à la division en classes par la réorganisation complète de l'organisation du travail, de la société, de la démocratie.

Notre préoccupation est donc de comprendre comment cette classe émancipatrice peut exister et agir.



## À LA RECHERCHE DES CLASSES SOCIALES

Les classes sociales s'inscrivent dans des rapports de production : Daniel Bensaid cite dans *Marx l'intempestif* la définition des classes sociales de Lénine, qu'il estime « sans doute la moins mauvaise » : « On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé par des lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent. »<sup>6</sup> D. Bensaid souligne que le fait que Lénine parle de « vastes groupes d'hommes [...] devrait en outre couper court aux exercices sociologiques stériles sur les cas limites ou individuels. La dynamique des rapports de classes n'est pas un principe catégoriel ». La place d'individus dans un groupe social solidaire comme la famille, des salariés en lutte ou un quartier, comme le basculement de tel ou tel individu d'un groupe social à un autre, ne modifient pas les rapports généraux entre les classes. Il importe de regarder les dynamiques, les trajectoires de groupes sociaux. Ainsi, qu'un individu change de métier ne perturbe pas la division en classes mais, si ce sont des masses de personnes qui basculent, comme lors de la formation du prolétariat à partir de secteurs de la paysannerie, ou lors de la paupérisation de couches du prolétariat ou de la petite bourgeoisie, alors on fait face à des bouleversements sociaux déterminants. Au sein d'une entreprise, les métiers concrets comptent autant, mais c'est plutôt la place dans les rapports de production, en particulier la hiérarchie, la fonction d'exécutant ou de cadre qui est déterminante. Marx affirme « ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. »<sup>7</sup> L'existence sociale étant comprise non pas comme les conditions d'existence à un moment précis mais comme l'ensemble des éléments de cette existence, les trajectoires sociales, les solidarités, les rapports entre les classes sociales...

C'est la place dans les rapports de production qui détermine les classes, lesquels « rapports de production correspondent à un état donné des forces productives »<sup>8</sup>, qui sont en perpétuelle évolution. Depuis les années 1960, le processus croisé d'élévation des



Paris le 4 février 2021, Manifestation de la Fonction publique. © Photothèque Rouge / JMB

qualifications des couches supérieures du salariat et de prolétarianisation du travail intellectuel a été un des ciments de Mai 68 et des mobilisations des années 1970, tandis qu'aujourd'hui la casse des cadres collectifs, des statuts, des acquis des couches supérieures du salariat et la montée du chômage contribuent à réduire la conscience de classe en même temps qu'elle crée des nouveaux terrains de lutte, comme l'ont illustré le mouvement des Gilets jaunes, les luttes de cadres, chercheurs ou ingénieurs contre les suppressions de postes, etc.

### CE QUE N'EST PAS LE PROLÉTARIAT

Les classes ne se définissent pas par elles-mêmes, mais dans les relations, les conflits qu'elles entretiennent les unes par rapport aux autres. Dans cette recherche des contours des classes, D. Bensaid distingue, au côté de « la bourgeoisie proprement dite » (5% de la population active en 1975) « industriels, gros commerçants, une fraction des exploitants agricoles et des professions libérales, la hiérarchie cléricale et militaire, la plus grosse part des "cadres administratifs supérieurs" », une « petite bourgeoisie traditionnelle (agriculteurs indépendants, artisans, petits commerçants, professions libérales et artistes) » (environ 15%) et une « nouvelle petite-bourgeoisie », « entre 8% et 12%, selon qu'on y inclut, outre une part des cadres administratifs supérieurs et moyens, les journalistes et les agents de publicité, les professions libérales devenues salariées, les enseignants du supérieur et du secondaire, les enseignants du primaire (ce qui est au demeurant fort discuté) »<sup>9</sup>. Ce qui caractérise cette classe sociale est qu'elle n'a pas de politique indépendante des classes que sont la bourgeoisie et le prolétariat. Les exemples sont innombrables. Il y a les

contre-maîtres ou les cadres qui jouent au quotidien un rôle d'encadrement de la production et d'oppression mais qui peuvent basculer du côté du prolétariat en cas de licenciements, les techniciens supérieurs qui aspirent à s'élever dans la hiérarchie mais peuvent n'avoir qu'un rôle d'exécutants, les enseignants qui peuvent aussi bien véhiculer l'idéologie dominante ou exclure des élèves des « classes dangereuses » qu'être à l'avant-garde des mobilisations pour les retraites ou encore les pilotes d'Air France, qui peuvent lutter main dans la main pour leurs conditions de travail ou contre les suppressions de postes et réorganisations, oubliant leurs salaires et leur position hiérarchique, avec les personnels du bas de l'échelle à Air France.

Il est aussi utile de parler de petite-bourgeoisie parce que les membres de ces couches peuvent aussi, dans certaines périodes, de crises économiques et politiques et du déplacement du rapport de forces, basculer dans le camp de la bourgeoisie comme la petite-bourgeoisie traditionnelle, et parce que son aspiration est, la plupart du temps, à conforter sa situation dans le cadre du système, notamment en tendant d'acquérir un petit capital, par l'immobilier, l'ascension dans la hiérarchie sociale ou la fondation de petites entreprises.

À leurs côtés il convient d'ajouter les couches qui, si elles ne possèdent pas de moyens de production, sont fortement liées à l'appareil d'État et à sa préservation, à des niveaux divers les membres de certaines administrations, notamment de l'appareil répressif comme la police, l'armée, la justice, voire les services



sociaux ou l'éducation qui déterminent qui peut bénéficier des aides et exercent un pouvoir de fait par leur travail sur les couches inférieures.

Les frontières ne sont pas étanches et nettes, et c'est autant la situation objective que les éléments subjectifs – les luttes, les solidarités, les traditions militantes – qui déterminent de quel côté se situera un petit chef d'équipe dans une entreprise ou un petit fonctionnaire. Le statut juridique du travailleur n'est pas une garantie non plus de sa position, étant entendu qu'un PDG de Renault, quoique salarié, est un bourgeois, tandis qu'un autoentrepreneur qui travaille pour Deliveroo est un prolétaire. D'ailleurs, les descriptions de la Commune de Paris font état d'ouvrierEs mais aussi d'artisans, de marchands de vin ou autres boutiquiers, de petits patrons... Cette hétérogénéité s'est fondue dans la lutte politique du prolétariat.

L'hétérogénéité est fortement renforcée par la multitude de statuts et des échelons dans la hiérarchie du travail qui tentent de gommer les différences de classe, d'associer chaque niveau aux niveaux d'au-dessous, tentant de faire croire à l'ascension sociale individuelle et à la « théorie du ruissellement ».

### VERS UNE HOMOGÉNÉISATION ?

Lorsqu'on parle des « producteurs », on garde également une ambiguïté. Une définition du prolétariat est donnée par l'idée qu'il produit des richesses, des marchandises, de la valeur. C'est d'ailleurs, cette capacité à produire, à réaliser un travail socialement utile, qui fonde la légitimité pour le prolétariat à réorganiser la société dans le cadre d'une révolution sociale. Et, par opposition symétrique, ce qui nous pousse à affirmer que « *Poisif ira loger ailleurs* » et à dénoncer les parasites, actionnaires ou policiers, qui ne produisent pas de richesses. C'est ce qui permet aussi de parler d'exploitation, la plus-value extraite de la valeur produite étant captée par la bourgeoisie. Mais il faut élargir cette conception à des marchandises qui ne sont pas directement matérielles ou qui permettent la réalisation de la valeur. C'est le cas de tout ce qui concerne la reproduction de la force de travail, où ce qui permet la circulation des marchandises et la vente : cheminotEs, postierEs, routierEs, vendeurs/ses... On conserve avec ces métiers la délimitation entre les activités socialement

utiles et les parasites liés au capitalisme. L'expérience pratique nous montre qu'un des aspects déterminant dans la lutte des classes réelle est la capacité de celles et ceux qui luttent à construire des solidarités, s'organiser et à se positionner face aux autres classes. De ce point de vue, des tendances contradictoires existent, les traditions militantes pouvant jouer aussi bien un rôle très positif dans le rapport de forces qu'un rôle d'encadrement de la contestation sociale, et inversement la précarité extrême peut être contrebalancée dans des luttes comme celles des livreurs ou des sans-papiers.

Concrètement, la capacité du prolétariat à se constituer en force politique est intimement liée à des dynamiques mettant au premier plan ce qu'il a d'intérêts communs. C'est le cas, à des niveaux divers dans des mouvements de masse aussi variés que la Commune, la Révolution russe, 1936, 1968, les grands mouvements de 1995 à 2018 pour la défense de la protection sociale, qui est un fort élément d'unification dans un pays comme la France. Le mouvement des Gilets jaunes a posé la question de l'unité de la classe mais à partir de secteurs périphériques de la classe ouvrière, peu organisés.

Mais, à bien y regarder, ce ne sont donc pas tant les mouvements revendicatifs de la classe que des problèmes politiques qui ont été posés dans ces périodes. C'est ce qu'exprime Daniel Bensaïd par « *il est illusoire d'imaginer que le mouvement purement ouvrier soit capable par lui-même d'élaborer une stratégie indépendante. Le seul développement spontané du mouvement ouvrier aboutit au contraire à la subordonner à l'idéologie bourgeoise* »<sup>10</sup> et Lénine par la fameuse phrase « *la conscience de classe vient de l'extérieur de la lutte économique* »<sup>11</sup>. À l'échelle individuelle comme collective, c'est la confrontation à des éléments extérieurs à la lutte économique (manifestation pour la Palestine ou les migrants, marche des fiertés, débats sur l'école, sur les vaccins, sur l'écologie...) qui permet de franchir un cap parce que cela relie les éléments immédiats de la vie et du travail à des aspirations et des problèmes de société.

Et pour cause, comme l'explique D. Bensaïd, « *la division en classes est certes, en fin de compte, l'assise la plus profonde du groupement politique, mais c'est la lutte politique seule qui l'établit* »<sup>12</sup> Cela signifie que si les rapports de classe sont en dernière instance les fondements de la structuration des dynamiques historiques, des partis exprimant (de façon déformée)

des intérêts de classe et les revendications des classes sociales dans un moment donné, c'est dans la lutte politique, c'est-à-dire la confrontation sur toutes les questions politiques, souvent révélées dans des moments de crises, que les différentes classes se positionnent les unes par rapport aux autres et ainsi prennent leur conscience d'elles-mêmes et existent réellement.

Notre rôle est de travailler à l'homogénéisation du prolétariat, la constitution de sa force, à partir des luttes, de la diffusion des expériences, à partir de revendications transitoires – posant les questions du rapport à l'État et à la propriété – pour formuler des objectifs communs. Rien n'est plus fort que l'expérience commune pour faire évoluer les consciences, pour créer des solidarités, des points de vue commun, transformer les perceptions de petits groupes en objectifs de classe. C'est pour cela que nous sommes de tous les combats des classes populaires. Pas, comme le croit LO, par opportunisme, mais parce que nous les voyons comme des outils pour l'unité de la classe, pour que chaque groupe social qui fait partie au sens très général de la classe des exploités, même s'il ne se perçoit à l'instant T que comme groupe opprimé sur telle ou telle question, ou comme partie prenante de tel ou tel combat, se vive finalement comme une partie d'un tout en constitution, le prolétariat, par son opposition à la bourgeoisie et sa volonté d'agir de façon coordonnée pour renverser les rapports de production (dont les rapports de reproduction). Il s'agit de faire éclore de luttes partielles un point de vue de classe pour la socialisation, contre la concurrence, pour l'égalité et la solidarité : « *Le communisme surgit littéralement de tous les points de la vie sociale ; il éclate décidément partout. Que l'on bouche avec un soin particulier l'une des issues, la contagion en trouvera une autre, parfois la plus imprévisible* »<sup>13</sup>. »□

1. <https://melenchon.fr/2016/11/02/le-peuple-et-le-mouvement/>

2. Lutte de classe n°212 (décembre 2020 - janvier 2021).

3. Le Manifeste du parti communiste, 1848.

4. Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire, Jacobowsky p. 180.

5. Fayard, 1995.

6. La Grande Initiative, Œuvres, Tome XXIX, page 425.

7. Critique de l'Économie politique, Avant-propos.

8. Jacobowsky, idem.

9. Idem.

10. « Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! », 2002.

11. Que faire ?, Lénine, 1902.

12. « Lénine ou la politique du temps brisé », Daniel Bensaïd, 1997.

13. Lénine, Œuvres, XXXI, cité par D. Bensaïd.

# « Black Feminism » et intersectionnalité aux États-Unis

PAR SHARON SMITH

Extrait de « *Black feminism and intersectionality* », publié dans *International Socialist Review* n°91 (hiver 2013-2014).

**E**n raison du rôle historique de l'esclavage et de la ségrégation raciale aux États-Unis, le développement d'un mouvement unifié des femmes exige de reconnaître les multiples implications de cette fracture raciale persistante. Si toutes les femmes sont opprimées en tant que femmes, aucun mouvement ne peut prétendre parler au nom de toutes les femmes s'il ne parle pas au nom des femmes qui subissent également les conséquences du racisme — qui place les femmes de couleur [*women of color*] de manière disproportionnée dans les rangs de la classe ouvrière et des pauvres. La race et la classe doivent donc être au cœur du projet de libération des femmes si l'on veut qu'il ait un sens pour les femmes qui sont les plus opprimées par le système.

## COMBATTRE LE SEXISME DANS UNE SOCIÉTÉ PROFONDÉMENT RACISTE

En effet, l'une des principales

faiblesses du mouvement féministe américain, majoritairement blanc, a été son manque d'attention au racisme, avec d'énormes répercussions : le fait de ne pas affronter le racisme finit par reproduire le statu quo raciste.

Le récit dominant du mouvement féministe moderne est qu'il a d'abord impliqué des femmes blanches à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qui ont ensuite été rejointes par des femmes de couleur qui leur ont emboîté le pas. Mais ce récit est inexact dans les faits.

Des décennies avant la naissance du mouvement moderne de libération des femmes, les femmes noires s'organisaient pour lutter contre le viol systématique dont elles étaient victimes de la part des hommes blancs racistes. Des militantes des droits civiques, dont Rosa Parks, ont fait partie d'un mouvement populaire qui s'est fait entendre pour défendre les femmes noires victimes d'agressions

sexuelles racistes — une intersection d'oppression unique pour les femmes noires dans l'histoire des États-Unis.

Danielle L. McGuire explique ainsi que « *tout au long du vingtième siècle, les femmes noires ont régulièrement dénoncé les abus sexuels. En faisant de leur voix une arme dans les guerres contre la suprématie blanche, que ce soit à l'église, au tribunal ou dans les audiences du Congrès, les femmes afro-américaines ont résisté avec force à ce que Martin Luther King Jr. a appelé la "chosification" de leur humanité. Des décennies avant que les féministes radicales du mouvement des femmes n'exhortent les survivantes de viols à "parler", les protestations publiques des Afro-Américaines ont galvanisé l'indignation locale, nationale et même internationale et ont déclenché des campagnes plus vastes pour la justice raciale et la dignité humaine* <sup>1</sup> ».

## « UNE OPPRESSION RACIALE-SEXUELLE »

En réponse au degré extrême de racisme et de sexisme auquel elles étaient confrontées dans les années 1960, les femmes noires et les autres femmes de couleur ont commencé à s'organiser contre leur oppression, en formant une multitude d'organisations. En 1968, par exemple, des femmes noires du Student Non-Violent Coordinating Committee (SNCC) ont formé la Third World Women's Alliance. En 1973, un groupe de féministes noires notables, dont Florynce Kennedy, Alice Walker et



Barbara Smith, Sheryl McCarthy et Sharyn Ainsworth, 1969. Crédit : Mount Holyoke College Archives and Special Collections.



Barbara Smith, ont formé la National Black Feminist Organization (NBFO). En 1974, Barbara Smith s'est jointe à un groupe d'autres féministes lesbiennes noires pour fonder le Combahee River Collective, basé à Boston, en tant qu'alternative radicale et consciente à la NBFO. Le Combahee River Collective a été nommé pour commémorer le succès du raid du chemin de fer clandestin de Combahee River en 1863, planifié et dirigé par Harriet Tubman, qui a libéré 750 esclaves.

La déclaration de principes du Combahee River Collective, publiée en 1977, décrivait sa vision du féminisme noir comme une opposition à toutes les formes d'oppression, y compris l'oppression liée à la sexualité, à l'identité de genre, à la classe sociale, au handicap et à l'âge, plus tard intégrée dans le concept d'intersectionnalité : « *La définition la plus générale de notre politique à l'heure actuelle serait de dire que nous sommes activement engagés dans la lutte contre l'oppression*

*raciale, sexuelle, hétérosexuelle et de classe, et que nous considérons comme notre tâche particulière le développement d'une analyse et d'une pratique intégrées basées sur le fait que les principaux systèmes d'oppression sont imbriqués. La synthèse de ces oppressions crée les conditions de nos vies. En tant que femmes noires, nous considérons le féminisme noir comme le mouvement politique logique pour lutter contre les oppressions multiples et simultanées auxquelles toutes les femmes de couleur sont confrontées*<sup>2</sup>. » Elles ajoutent : « *Nous savons qu'il existe une oppression raciale-sexuelle qui n'est ni uniquement raciale ni uniquement sexuelle, par exemple, l'histoire du viol des femmes noires par les hommes blancs comme arme de répression politique*<sup>3</sup> ».

#### LA LUTTE CONTRE LE SEXISME ET LE RACISME DANS LES ANNÉES 1970

Il faut reconnaître que de nombreuses femmes de couleur qui se sont identifiées comme féministes dans les années 1970 et 1980 ont fortement critiqué le refus du

féminisme dominant de s'attaquer au racisme et aux autres formes d'oppression. Barbara Smith, par exemple, a plaidé pour l'inclusion de touTEs les opprimÉEs dans un discours de 1979, dans un défi clair aux féministes blanches, hétérosexuelles et de classe moyenne : « *La raison pour laquelle l'antiracisme est une question féministe s'explique facilement par la définition même du féminisme. Le féminisme est la théorie et la pratique politiques visant à libérer toutes les femmes : les femmes de couleur, les femmes de la classe ouvrière, les femmes pauvres, les femmes handicapées, les lesbiennes, les femmes âgées, ainsi que les femmes hétérosexuelles blanches économiquement privilégiées. Tout ce qui n'est pas cela n'est pas du féminisme, mais simplement de l'autosatisfaction féminine*<sup>4</sup>. »

Mais au cours des années 1960 et 1970, de nombreuses femmes noires et d'autres femmes de couleur se sont également senties mises à l'écart et aliénées par le manque d'attention portée à la libération des femmes au



Black Panthers de Sacramento, meeting pour la libération de Huey, au Bobby Hutton Memorial Park, Oakland, Calif., 25 août 1968. © Pirkle Jones.

sein des mouvements nationalistes et autres mouvements antiracistes. Le Combahee River Collective, par exemple, était composé de femmes qui étaient des vétérans du Black Panther Party et d'autres organisations antiracistes. Dans ce contexte politique, les féministes noires ont établi une tradition qui rejette la priorité accordée à l'oppression des femmes sur le racisme, et vice versa. Cette tradition présuppose le lien entre le racisme et la pauvreté dans la société capitaliste, rejetant ainsi les stratégies de la classe moyenne pour la libération des femmes qui ne tiennent pas compte de la centralité de la classe dans la vie des femmes pauvres et de la classe ouvrière.

### LE FÉMINISME NOIR DE GAUCHE COMME POLITIQUE D'INCLUSION

Les féministes noires ont développé, depuis l'époque de l'esclavage, une tradition politique distincte fondée sur une analyse systématique des oppressions interdépendantes de la race, du sexe et de la classe. Depuis les années 1970, les féministes noires et les autres féministes de couleur aux États-Unis se sont appuyées sur cette analyse et ont élaboré une approche qui fournit une stratégie pour combattre toutes les formes d'oppression dans le cadre d'une lutte commune.

Les féministes noires — ainsi que les Latinas et d'autres femmes de couleur — des années 1960, qui critiquaient à la fois le mouvement féministe à prédominance blanche pour son racisme et les mouvements nationalistes et autres mouvements antiracistes pour leur sexisme, ont souvent formé des organisations distinctes pour faire face aux oppressions particulières auxquelles elles étaient confrontées. Et lorsqu'elles affirmaient à juste titre les différences de race et de classe entre les femmes, elles le faisaient parce que ces différences étaient largement ignorées et négligées par une grande partie du mouvement des femmes de l'époque, rendant ainsi les femmes noires et les autres femmes de couleur invisibles en théorie et en pratique.

Comme on l'a compris depuis, l'objectif final n'était cependant pas, pour la plupart des féministes noires et autres féministes de couleur

de gauche, la séparation raciale permanente.

L'objectif de l'intersectionnalité au sein de la tradition féministe noire est de construire un mouvement plus fort pour la libération des femmes qui représente les intérêts de toutes les femmes. Barbara Smith a décrit sa propre vision du féminisme en 1984 : « J'ai souvent souhaité pouvoir faire passer le message qu'un mouvement engagé dans la lutte contre l'oppression sexuelle, raciale, économique et hétérosexiste, sans parler de celui qui s'oppose à l'impérialisme, à l'antisémitisme, aux oppressions subies par les handicapés physiques, les personnes âgées et les jeunes, tout en défiant le militarisme et la destruction nucléaire imminente, est tout le contraire de l'étroitesse <sup>5</sup>. »

### MARXISME ET INTERSECTIONNALITÉ

Cette approche de la lutte contre l'oppression ne se contente pas de compléter mais renforce la théorie et la pratique marxistes, qui cherchent à unir non seulement tous ceux qui sont exploités mais aussi tous ceux qui sont opprimés par le capitalisme en un seul mouvement qui lutte pour la libération de toute l'humanité. L'approche féministe noire décrite ci-dessus renforce la célèbre phrase de Lénine dans *Que faire ?* : « La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tous abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir en social-démocrates et rien qu'en social-démocrates <sup>6</sup>. »

Le Combahee River Collective, qui était peut-être l'organisation de féministes noires la plus consciemment de gauche dans les années 1970, reconnaissait son adhésion au socialisme et à l'anti-impérialisme, tout en plaidant à juste titre pour une plus grande attention à l'oppression : « Nous réalisons que la libération de tous les peuples opprimés nécessite la destruction des systèmes politico-économiques du capitalisme et de l'impérialisme, ainsi que du patriarcat. Nous sommes socialistes parce que nous croyons que le travail doit être organisé pour le bénéfice

collectif de ceux qui font le travail et créent les produits, et non pour le profit des patrons. Les ressources matérielles doivent être réparties équitablement entre ceux qui créent ces ressources. Nous ne sommes cependant pas convaincus qu'une révolution socialiste qui n'est pas aussi une révolution féministe et antiraciste garantira notre libération.... Bien que nous soyons essentiellement d'accord avec la théorie de Marx telle qu'elle s'applique aux relations économiques très spécifiques qu'il a analysées, nous savons que son analyse doit être approfondie pour nous permettre de comprendre notre situation économique spécifique en tant que femmes noires <sup>7</sup>. »

En même temps, l'intersectionnalité ne peut pas remplacer le marxisme — et les féministes noires n'ont jamais tenté de le faire. L'intersectionnalité est un concept qui permet de comprendre l'oppression, et non l'exploitation. Même le terme communément utilisé de « classisme » décrit un aspect de l'oppression de classe — le snobisme et l'élitisme — et non l'exploitation. La plupart des féministes noires reconnaissent les racines systémiques du racisme et du sexisme, mais mettent beaucoup moins l'accent que les marxistes sur le lien entre le système d'exploitation et l'oppression. Le marxisme est nécessaire parce qu'il fournit un cadre pour comprendre la relation entre l'oppression et l'exploitation (c'est-à-dire l'oppression comme sous-produit du système d'exploitation de classe), et identifie également la stratégie pour créer les conditions matérielles et sociales qui permettront de mettre fin à l'oppression et à l'exploitation. □

### Traduction Julien Salingue

1. Danielle L. McGuire, *At the Dark End of the Street: Black Women, Rape, and Resistance*, Random House, 2010, pp. XIX-XX.

2. Déclaration du Combahee River Collective, avril 1977.

3. Idem.

4. Citée dans Cherríe Moraga et Gloria Anzaldúa (eds.), *This Bridge Called my Back: Writings by Radical Women of Color*, Kitchen Table: Women of Color Press, 1983, p. 61.

5. Barbara Smith (ed.), *Home Girls: A Black Feminist Anthology*, Rutgers University Press, 2000, p. 257-258.

6. V.I. Lénine, *Que Faire ?*, Éditions sociales, pp. 119-120.

7. Déclaration du Combahee River Collective, avril 1977.

# Quand le mouvement des femmes était accusé de diviser la classe ouvrière

PAR JOSETTE TRAT

*Josette Trat, ancienne militante de la LCR et animatrice notamment de ses Cahiers du féminisme, aborde le long parcours de la lutte des féministes lutte de classe.*

**L'Anticapitaliste : Peux-tu expliquer en quoi le mouvement des femmes a été accusé de diviser la classe ouvrière et comment il s'est en partie sorti de cette situation.**

**Josette Trat :** Si l'on se situe dans la longue durée, depuis la Révolution française, on constate que les femmes se sont toujours investies dans la vie publique dans les périodes de grande agitation sociale ou carrément révolutionnaire et que la plupart du temps, quand elles revendiquent des droits pour les femmes comme notamment le droit à l'éducation, au travail, le droit de vote etc., elles suscitent la colère de nombreux hommes qui cherchent à les remettre à « leur place », c'est-à-dire le plus souvent à la maison. Olympe de Gouges fut guillotinée non seulement parce qu'elle était royaliste mais

également parce qu'elle avait oublié « les vertus qui conviennent à son sexe », en rendant publique sa *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, en 1791. Elle avait osé demander le droit de vote ! Mais les femmes sont aussi critiquées quand elles créent leurs propres cercles de discussion ou leurs journaux.

Ce fut le cas à nouveau, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, du temps des socialistes « utopiques » selon la terminologie de Marx et d'Engels. On trouve des traces de ces polémiques dans des articles de militantes saint-simoniennes présentés dans la revue *Révoltes Logiques* dans les années 1970. L'une d'entre elles, Jeanne, écrit ainsi : « [les hommes] croient voir de notre part une tendance à l'usurpation lorsque nous osons manifester notre volonté. En général les hommes même dans la famille [saint-simonienne], sont à l'égard des femmes comme les gouvernements à l'égard des peuples, Ils nous craignent et ne nous aiment pas encore. » On pourrait en citer bien d'autres.

En 1848 encore, les femmes sont elles aussi très actives, dans des domaines très diversifiés comme la création, par exemple, de coopératives. Sur la question du droit de vote, elles envoient pétition sur pétition au gouvernement provisoire. Peine perdue. Néanmoins, Jeanne Deroin, une ancienne saint-simonienne, va relancer l'affaire en se portant candidate aux élections législatives de juin 1849<sup>1</sup>. Ce qui est strictement illégal à l'époque. George Sand, refuse de la soutenir considérant que les femmes doivent d'abord obtenir des droits civils et s'éduquer avant de prétendre au droit de vote. J. Deroin va demander le soutien d'un certain nombre de clubs populaires mais Proudhon (théoricien socialiste influent avec qui Marx a beaucoup polémique) va tout faire pour lui mettre des bâtons dans les roues. Il est tout aussi hostile au travail des femmes et il n'a pas hésité à déclarer que « la femme qui essaie d'exercer son

intelligence devient laide, folle et guenon »<sup>2</sup>. Ce courant était d'ailleurs représenté au sein de la Première Internationale (AIT) qui adopta une résolution, à ses débuts, dans laquelle le travail des femmes était dénoncé comme une cause majeure de la « corruption de l'espèce humaine ». À l'inverse, Eugène Varlin, membre également de la délégation française et futur communal, a toujours soutenu le droit au travail des femmes.

Pendant la Commune, André Léo, une journaliste « féministe » connue déjà sous le Second Empire, proteste, dans un long article d'une grande virulence daté du 8 mai 1871, contre la mise à l'écart des femmes : elles n'ont pas pu voter, ni être élues, lors des élections municipales pour le Conseil de la Ville de Paris. Ce sont elles pourtant qui, le 18 mars, ont été en première ligne à Montmartre pour empêcher les soldats de récupérer les canons. André Léo met en cause personnellement le général Dombrowski<sup>3</sup> qui s'est opposé à l'intégration des femmes dans les rangs de la Garde nationale. Cela n'empêcha pas, malgré tout, un certain nombre d'entre elles de se joindre à ses bataillons, puis au cours de la semaine sanglante, de défendre Paris sur les barricades face aux Versaillais. Ce dont témoigne Victorine B dans son livre *Souvenirs d'une morte vivante* ou Louise Michel elle-même dans ses mémoires.

Un siècle plus tard, en 1970, quand les féministes de la deuxième vague ont commencé à se réunir en assemblées générales non mixtes, et un peu plus tard dans les « groupes femmes », les hommes l'ont très mal pris. D'ailleurs, certains militants ont même essayé de rentrer de force dans les réunions. D'une période historique à l'autre, quand les féministes cherchent à s'organiser, elles disent souvent la même chose, c'est même assez étonnant : on veut se réunir entre nous, ce n'est pas par hostilité de principe vis-à-vis des hommes mais parce qu'on veut pouvoir s'exprimer



Marie Guillot, membre de la CGT-U, institutrice, membre de la rédaction de l'École émancipée, dans laquelle elle publie la « Tribune féministe ». DR

plus librement sans être sous le regard ou le jugement des hommes. Être plus libres pour avoir plus de force, parler de son oppression, élaborer des projets, etc.

Le droit au travail des femmes nécessita de nombreux débats au sein du mouvement ouvrier pour qu'il soit effectivement reconnu au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le capitalisme a cherché de tout temps à faire baisser les salaires en mettant en concurrence différents secteurs de la main-d'œuvre. C'est pourquoi le patronat a recruté massivement des femmes et des enfants dans les filatures d'abord en Angleterre puis en France, etc. Ce sera le cas dans de nombreux secteurs tout au long du XIX<sup>e</sup> jusqu'à aujourd'hui car les femmes sont souvent moins organisées et donc le plus souvent moins bien moins payées que les hommes. Face à cela, les travailleurs avaient deux positions possibles : soit ils se battaient pour l'égalité des salaires et le droit des femmes de s'organiser, soit ils s'y opposaient. On a vu déjà la position de Proudhon qui a influencé, en France, une grande partie des artisans et des ouvriers. Un des secteurs les plus hostiles au travail et à la syndicalisation des femmes fut la fédération CGT du Livre. Néanmoins, en 1910, le congrès de Bordeaux décida d'admettre les femmes dans ses rangs dans les mêmes conditions que les hommes. Deux ans plus tard, Emma Couriau, qui était typographe depuis dix-sept ans et travaillait au même tarif que les hommes, demande à se syndiquer à Lyon. La section locale des typographes refuse sa syndicalisation et décide en plus d'exclure son mari, syndiqué depuis dix-neuf ans à la fédération du Livre, au prétexte qu'il avait toléré le travail de son épouse, un pur scandale selon la section de Lyon. Cette « affaire » va susciter des échanges passionnés au sein de la CGT en 1913 et parmi les féministes. Marie Guillot, institutrice féministe et syndiquée à la CGT, va rédiger de nombreux articles dans la presse de la CGT et proposer la mise sur pied « d'un comité d'action féminine syndicale ». Dans la foulée, la CGT prévoit d'organiser un débat sur le travail des femmes lors de son prochain congrès mais celui-ci ne put avoir lieu à cause du déclenchement de la Première Guerre mondiale.

**Comment est-ce que cela évolue ensuite, notamment avec le stalinisme ?**

En France, le PCF a connu plusieurs phases différentes dans son histoire. Le Parti communiste qui s'est créé en 1921 dans la foulée de la Révolution

russe va, à la différence d'autres secteurs du mouvement ouvrier, soutenir activement la lutte pour le droit de vote des femmes, en présentant des candidates tout en sachant qu'elles ne seront pas élues. Il va attirer à lui un certain nombre de féministes très radicales comme Madeleine Pelletier, une des premières femmes médecins, et des syndicalistes révolutionnaires comme Monatte. Mais la plupart d'entre elles vont quitter le PCF quand celui-ci sera soumis à la « bolchévisation » imposée par Moscou qui se traduira par des processus d'épuration et de bureaucratisation parallèles à ceux entamés en URSS même.

Jusqu'à la fin des années 1920, le PCF, malgré sa sectarisation et sa minorisation, va conserver dans ses rangs des militantEs des deux sexes très « lutte de classes ».

Mais le PC va faire un tournant, patriote et réactionnaire au moment du Front populaire.

Le PC a défendu le droit à l'avortement jusqu'en 1927 dans un contexte très répressif<sup>6</sup>. Mais à partir des années 1930, en particulier au moment du Front populaire, le PCF va changer radicalement de discours, parce qu'il fait alliance avec les radicaux et qu'en plus il a le souci de gagner une partie de l'électorat chrétien. On va donc retrouver des articles dans la presse du PC d'inspiration nettement patriotique et nataliste.

Ce discours-là, voire encore pire, on va le retrouver dans les années 1950. En 1956, Françoise Giroud, qui était journaliste à *l'Express*, se lance dans une bataille d'opinion en faveur de la dépénalisation de la contraception. Elle soutient une coalition de députés de gauche qui dépose une proposition de loi dans ce sens. Le PC, quant à lui, va s'y opposer radicalement. Il prétend que les prolétaires ne doivent pas singer les comportements débauchés des bourgeois qui eux contrôlent leurs naissances par esprit d'égoïsme et de « vice », que les prolétaires doivent revendiquer les moyens d'avoir au contraire une famille nombreuse, etc. C'est l'idée que la bourgeoisie est « décadente » et veut empêcher le renforcement numérique de la classe ouvrière.

Pendant plusieurs mois, il y a des prises de position publiques des plus grands responsables du PCF, notamment de Thorez et de son épouse Jeannette Vermeersch contre « le contrôle des naissances » assimilé au néo-malthusianisme. Cette ligne officielle va constituer un traumatisme au sein du PC, notamment du côté des médecins qui eux connaissaient très

bien la réalité à laquelle étaient confrontées les femmes prolétaires qui n'avaient aucun moyen pour contrôler leurs maternités et étaient obligées d'avorter dans des conditions épouvantables. Toute une partie des médecins va être dégoûtée par cette prise de position du PCF, incompréhensible pour eux. C'est le cas également d'un jeune journaliste et militant du PCF, Jacques Derogy, qui avait écrit une série d'articles en 1955 dans un journal issu de la Résistance intitulé *Libération*, après une enquête menée en Grande-Bretagne, dans lesquels il vantait les bienfaits du « contrôle des naissances » pratiqué là-bas et où il décrivait et dénonçait la situation des femmes de milieux populaires en France. Il va se faire virer du PC, comme un malpropre. Lui n'en revenait pas, parce qu'il pensait faire œuvre d'avant-garde en révélant cette situation. Cette position du PCF serait liée, selon certainEs, à la volonté du PCF de faire diversion à l'époque, par rapport aux « révélations » contenues dans le fameux rapport Kroutchev qui mettait en cause la responsabilité personnelle de Staline dans l'ampleur de la répression développée en URSS depuis des décennies.

Tout cela va marquer les esprits et sera à la base de la création, dans la foulée, du Planning familial, sous le nom de « Maternité heureuse » où vont se retrouver des militantEs progressistes, venuEs de courants très diversifiés. Cet épisode pèsera assez lourd dans la suite des prises de position du PCF vis à vis des féministes.

**Et en quoi ça bouscule le PCF sur le plan électoral ?**

Pendant et après Mai 1968, un des axes majeurs de l'agitation politique du PCF, c'est la lutte contre le « gauchisme » qui, en effrayant la France profonde, ne peut que retarder l'accès de la gauche aux responsabilités gouvernementales. Dans le viseur, le mouvement étudiant « petit bourgeois » et ses « provocations » et les organisations d'extrême gauche qui en sont largement issues. Or le mouvement féministe est assimilé au mouvement étudiant d'autant que le mouvement féministe va effectivement adopter des modes d'action peu conformes aux traditions parlementaires. Par exemple, une des premières initiatives est d'aller à l'Arc de Triomphe, sans autorisation, en août 1970, pour déposer une gerbe de fleurs à





la femme du Soldat inconnu, plus inconnue encore que ce dernier !

Le deuxième obstacle à la rencontre entre ce parti et le mouvement féministe est d'ordre théorique. La tradition PC et CGT considère que c'est le capitalisme qui opprime les femmes. Pour eux, il suffit de lutter contre le capitalisme pour lutter pour l'émancipation des femmes. Il est hors de question de parler de la domination masculine comme d'un système, intégré au système capitaliste certes mais contre lequel il faut lutter en tant que tel. Il y a une seule lutte qui compte : la lutte des classes. Ce type d'analyse n'est pas du tout spécifique au PC. C'est une lecture d'ailleurs très simpliste d'Engels et très dogmatique du marxisme, mais qui est très largement répandue à l'époque, y compris dans l'extrême gauche.

Troisième élément d'opposition : les revendications des féministes et la dénonciation du travail « gratuit » des femmes dans le cadre du travail domestique. Or voilà ce qu'écrit le 12 décembre 1970, Mireille Bertrand, une des dirigeantes du PC, dans la revue du PC *les Cahiers du Communisme* : « *Les discriminations que subissent les femmes ne peuvent trouver une solution dans la lutte que suggère le pouvoir à l'intérieur de la famille pour une meilleure répartition des tâches ménagères. Sous prétexte d'égalité, on égare les femmes vers un féminisme outrancier, une lutte contre les hommes en général, qui seraient responsables et bénéficiaires des discriminations faites aux femmes. [...] C'est le capitalisme, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme qui maintiennent la femme dans sa position d'infériorité qui est néfaste non seulement à la femme, mais à l'homme, à la famille, à la société. Les problèmes de l'émancipation de la femme, le parti communiste français les pose de façon permanente, il ne se contente pas de bavarder sur la liberté sexuelle, le partage des tâches ménagères ou sur des problèmes d'ordre psychologique.* »

Cela résume bien la position du PC de l'époque. Au nom de cette conception, il va y avoir une lutte acharnée contre le mouvement féministe. Mais la direction du PCF va être confrontée aux critiques de ses propres militantEs, dans différents secteurs. Néanmoins cette position va induire un refus total du PC de mettre le pied dans la moindre structure unitaire, dans la moindre mouvement qui se réclame du féminisme. À tel point que le PC et la CGT vont refuser de participer au mouvement

pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) en 1973 qui joua pourtant un rôle décisif pour ébranler le pouvoir sur cette question.

Les problèmes soulevés par le mouvement féministe sont considérés comme des problèmes « psychologiques », alors qu'on parle de la division sociale et sexuée du travail à tous les niveaux de la société et des violences subies par les femmes. Les féministes ont alors interpellé les militants, toujours sur le même ton de la dérision : « Révolutionnaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? » Très bonne question rigolote, mais qui pose un problème de fond. Précisément, le fait que, globalement, le capitalisme patriarcal s'appuie sur la subordination des femmes dans la division du travail pour rendre la reproduction sociale la moins chère possible.

Mais l'obstacle majeur à la reconnaissance du mouvement féministe par le PCF, c'est l'impossibilité pour lui d'accepter le principe d'« autonomie » du mouvement affirmé haut et fort par les différentes composantes du mouvement, même si toutes ne partageaient pas nécessairement la même conception de cette fameuse « autonomie ». Pour le PCF, cela remettait totalement en cause sa conception héritée du stalinisme, des liens entre le Parti « dirigeant » et les organisations de masse.

### ***Mais, est-ce qu'il n'y a une modification de la place des femmes dans les organisations syndicales ?***

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les délégations de femmes dans les congrès syndicaux ou des partis étaient très limitées. La présence des femmes était si rare dans les congrès syndicaux qu'il arrivait souvent qu'on invite telle ou telle femme à siéger la tribune sans pour autant lui donner la parole ! Trois historiennes se sont particulièrement penchées sur la place des femmes dans le mouvement syndical : Madeleine Guilbert, Marie-Hélène Zylberg-Hocquard et Michelle Perrot.

Dans la CGT, puis la CGTU et à nouveau dans la CGT réunifiée, le travail des femmes a toujours été considéré comme un axe central pour l'émancipation des femmes, à la différence de la CFTC, puis de la CFDT jusqu'en 1964. Repensons à la figure d'une syndicaliste comme Martha Desrumaux dont la biographie a été retracée dans un documentaire récent sur la chaîne LCP. Elle symbolise très bien le type de militantes qu'on met alors en avant dans la CGT : elle est née dans une

famille très pauvre du Nord de la France et est rentrée à l'usine très jeune. Elle s'est syndiquée. Elle a été résistante pendant la Deuxième Guerre mondiale. Elle s'est dévouée corps et âme à la défense des travailleuses et des travailleurs. On la pousse à prendre des responsabilités aussi bien dans la CGT que dans le PC, ce qu'elle accepte sans rechigner. C'est ce modèle de militante qui est très valorisé bien au-delà des années 1950.

La CGT a créé par ailleurs dans les années 1950 le journal *Antoinette* qui faisait à la fois le récit des luttes de femmes contre les politiques patronales et réservait quelques pages à la vie quotidienne des femmes comme celle consacrée aux recettes de cuisine. Car dans la CGT, il s'agit de défendre les femmes « comme mères, épouses et travailleuses », en demandant des mesures « spécifiques » en termes de baisse du temps de travail...pour les femmes. Il n'est donc pas question de mettre en cause la place des femmes dans le travail domestique. Mais après 1974, avec le développement de l'action des militantes féministes et syndicalistes dans les commissions femmes ou les groupes femmes dans un certain nombre d'entreprises, *Antoinette* va se faire l'écho à retardement des mobilisations féministes et des questions qu'elles suscitent dans la confédération. En 1977, en particulier, à la 6<sup>e</sup> conférence des femmes de la CGT, il y a un véritable chambardement, comme n'en avait pas vu la direction confédérale depuis des années. Tout va y passer : le sexisme dans le syndicat, la ringardise des analyses de la CGT, la nécessité pour le syndicat de se lier au mouvement féministe, etc.

Les analyses de M. Godelier, un anthropologue marxiste, dans la sphère du PC, dans des années antérieures, viennent ébranler également les références dogmatiques du courant dominant dans la CGT. Il a travaillé sur une société qui s'appelle les Baruya, en Nouvelle-Guinée<sup>6</sup>. Il montrait que dans cette société d'horticulteurs où il n'y a ni propriété privée ni classes sociales constituées mais déjà une forte hiérarchie, la violence de la domination masculine, y compris physique, se traduisait dans toutes les sphères de la société aussi bien matérielles qu'idéelles. Pour nous féministes, ce type de recherche mettait totalement en cause l'analyse, complètement simpliste, consistant à considérer que la domination masculine était le résultat unique du capitalisme ou de toute autre société fondée sur la propriété privée.

Cela ouvrait la voie à une réflexion sur



d'autres rapports sociaux que les rapports de classe et donnait, de fait, une légitimité supplémentaire à la lutte des femmes contre leur oppression « spécifique » et à leur mouvement « autonome ». Mouvement indispensable « avant, pendant et après la révolution » comme disaient de nombreuses militantes féministes.

Les tensions entre militantes et militants sur ces questions n'étaient pas spécifiques à la CGT, pas du tout. Jeannette Laot, qui était une des dirigeantes confédérales de la CFDT dans les années 1970, a écrit un bouquin, à la fois personnel et politique. Elle explique qu'à un moment donné, en tant que responsable de la question des femmes dans la CFDT, elle ne pouvait plus s'asseoir à la cantine à côté de ses camarades masculins, qui la mettaient à part. Alors elle dit : « On se demandait même si on avait la même vision du type de société pour laquelle on se battait. ». La violence dans les rapports internes au mouvement syndical était très forte. Car une proportion certaine de dirigeants ou de simples militants avait le sentiment que leur « pouvoir » était contesté. Ce qui était vrai d'ailleurs.

Dans l'extrême gauche aussi, il a fallu se battre. En 1971-72, sur la base d'une bataille interne, la Ligue Communiste a reconnu l'importance de militer au sein du mouvement féministe, et l'existence d'une oppression des femmes. Mais cela n'a pas du tout réglé de manière automatique les relations entre militants et militantes. Chaque militante féministe ou presque a fait l'expérience suivante, quelle que soit son appartenance organisationnelle : si elle rejoint une instance « mixte » composée d'une large majorité d'hommes et qu'elle se fixe comme but d'y faire avancer la lutte féministe sur différents thèmes et de faire prendre en charge cette lutte collectivement pour ne pas la réserver aux « expertes » que sont les « responsables » en titre de ces questions, alors là, son statut se transforme assez rapidement en « emmerdeuse » numéro un, à qui on va bien accorder la parole pour éviter les accusations de « sexisme » mais sans plus. C'est malheureusement l'expérience très courante partagée par de très nombreuses militantes féministes qui ont quitté leur organisation, découragées.

Au terme de ce survol qui, faute de place, n'a pu malheureusement entrer dans le détail des luttes et des transformations survenues dans le champ politique et syndical<sup>7</sup>, on peut rappeler quelques faits et idées générales.

Depuis 1995, toutes les organisations

politiques, syndicales et associatives qui se déclarent de « gauche », se déclarent également féministes. Par ailleurs, au terme de ces longues années de luttes féministes dans ces organisations, la plupart d'entre elles ont adopté le principe de quotas (comme c'est le cas à la CFDT depuis longtemps) ou de parité (comme à la CGT) dans leurs instances de direction pour permettre aux femmes d'être mieux représentées. À la CGT, ce principe de quotas au niveau confédéral a été adopté de manière très volontariste en 1999 dans un contexte de crise profonde du mouvement syndical et en particulier de ce courant, mis en demeure de prendre son indépendance par rapport au PCF, lui-même mis à mal par la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. Or comme nous le savons, de même que les métiers se féminisent, les organisations syndicales et politiques font elles aussi appel aux femmes quand elles ne peuvent plus l'éviter. Si le nombre de femmes syndiquées à la CGT est de 39% (soit de 10 points inférieur au taux d'emploi des femmes qui est de 48%), il semble bien que la féminisation de la CGT progresse puisqu'une adhésion sur 2 est le fait d'une femme aujourd'hui comme le rappelle Rachel Silvera dans un entretien sur le site de la CGT à l'occasion de la sortie d'un ouvrage collectif.<sup>8</sup>

On constate qu'une nouvelle vague de luttes féministes à caractère de masse et internationale déferle sur la planète contre les violences sexistes et sexuelles et sur les questions de droit à l'avortement notamment. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Espérons que cela va permettre de redynamiser l'ensemble des luttes féministes dans un cadre unitaire (syndicats, associations féministes), sur les questions de soutien aux « premières de corvée » : les femmes de chambre dans les grands hôtels, les aides à domicile, les employées dans les grandes surfaces, les enseignantes ou travailleuses dans les crèches et bien sûr toutes celles qui travaillent dans les hôpitaux. Et nous en oublions certainement. Car nous savons bien qu'une fois l'urgence de la crise sanitaire dépassée, (ce qui n'est



pas encore le cas aujourd'hui) le gouvernement au nom de la réduction de la

dette va s'en prendre à tous les salariéEs, françaisEs et immigréEs : c'est déjà le cas avec la réforme de l'assurance chômage et bientôt la relance de la réforme des retraites. Sur ces questions, les militantes féministes dans les syndicats et les associations ont à leur actif de nombreux combats communs<sup>9</sup>, sachons les faire fructifier. □

*Propos recueillis par Antoine Larrache et Agnès U*

1. Après la révolution de février 1848, d'anciennes Saint-Simoniennes créent le premier quotidien « féministe » mais après la répression de juin 1848, le journal devient mensuel et c'est Jeanne Deroin qui en devient l'animatrice principale.

2. Cité par Benoîte Groult dans *Féminisme au masculin*, éditions Denoël-Gonthier.

3. À l'inverse, Léo Frankel, de nationalité hongroise et membre de l'AIT, a apporté son soutien au projet d'Élisabeth Dmitrieff (membre également de l'AIT et venue de Londres), en faveur du travail des femmes et de leur organisation dans des chambres syndicales. Projet inabouti comme bien d'autres, suite à l'offensive des Versaillais.

4. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, deux lois particulièrement réactionnaires, concernant non seulement la pratique mais également la propagande en faveur du contrôle des naissances et de l'avortement, ont été votées en 1921 et 1923, pour contraindre les femmes à « repeupler » la France saignée par la guerre. Ce qui d'ailleurs ne marcha pas.

5. Renée Rousseau (1983) : *Les Femmes rouges*, chez Albin Michel.

6. M. Godelier (1982) : La production des grands hommes, chez Fayard. Dans les années précédentes, M. Godelier avait déjà fait connaître son travail par des articles et des entretiens.

7. Pour plus de précisions, cf. J. Trat (2007) : « L'histoire oubliée du courant féministe "luttes de classe" », in *Femmes, genre, féminisme*, coll. Les Cahiers de Critique Communiste, éditions Syllepse. Cf. également J. Trat (2011) : *Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (ouvrage collectif)*, Editions Syllepse.

8. Nathalie Lepeyre, Jacqueline Laufer, Séverine Lumière, Sophie Pochic, Rachel Silvera, 2021 (*sous la dir. de*) : *Le genre au travail. Recherches féministes et luttes de femmes*. Editions Syllepse.

9. *Toutes à y gagner. Vingt ans de féminisme intersyndical*, Syllepse 2017.

# L'intersectionnalité est-elle soluble dans le marxisme ?

PAR AURORE LANCEREAU

*Aujourd'hui plus que jamais le terme d'intersectionnalité fait couler beaucoup d'encre. Entre les attaques gouvernementales qui en s'en prenant à l'intersectionnalité visent à faire taire la puissance du mouvement antiraciste, les mécomptes universitaires à son égard, qui pensent qu'avoir une analyse de la domination raciale effacerait l'analyse de classe, enfin les confusions militantes qui en font un synonyme du « postmodernisme », nous n'en avons pas fini de ne pas comprendre ce que l'intersectionnalité veut dire.*

**M**ais qu'est-ce que l'intersectionnalité a à nous apprendre ? Et en retour, comment l'analyse marxiste peut-elle nous permettre d'éviter certains écueils de l'intersectionnalité ?

## DES MULTIPLES USAGES DU TERME D'INTERSECTIONNALITÉ

Le terme d'intersectionnalité entraîne beaucoup de confusions, dans la mesure où il a généré plusieurs interprétations, plusieurs appropriations, et plusieurs usages. On peut définir au moins quatre usages différents du terme, deux dans l'espace universitaire, et deux dans l'espace militant. Initialement inventé dans la lignée des apports théoriques du *black feminism* par la juriste noire états-unienne Kimberlé Crenshaw, contre la tendance du droit à traiter des catégories de genre et de race comme mutuellement exclusives, il devait servir à défendre une analyse multidimensionnelle des dominations sociales<sup>1</sup>. Il était alors pensé valoir

avant tout comme un *prisme d'analyse* par l'autrice<sup>2</sup>. Sa réception en France à partir des années 2000<sup>3</sup> est tout autant universitaire que militante. Le terme est alors approprié par la sociologie et devient une *méthode*, selon laquelle il est impossible d'isoler une domination sociale des autres (en particulier le genre, la classe et la race), car elles sont articulées les unes aux autres et se reconfigurent mutuellement. Si on en isole une, alors on ne peut la comprendre. Dans cette première appropriation française, l'intersectionnalité est devenue synonyme du croisement des oppressions. Mais l'intersectionnalité a également connu une appropriation militante. Pour les afro-féministes, elle est devenue la *théorie* de référence à partir de laquelle elles peuvent elles-mêmes élaborer et militer. Plus largement, les milieux militants d'extrême-gauche ont pu y voir une stratégie pour lutter contre les dominations sociales. On voit qu'en changeant de contexte national, en changeant

d'espace, l'intersectionnalité s'est métamorphosée. Pensée comme un outil/concept par son inventrice, elle est devenue une méthode pour la sociologie française, une théorie de référence pour les afro-féministes, voire une *stratégie* pour le milieu militant. Dès lors, plutôt que de critiquer l'intersectionnalité en soi, je défendrai l'idée qu'il faut défendre une certaine idée de l'intersectionnalité contre une autre. Mais quels aspects de l'intersectionnalité peuvent poser problème ?

## LES LIMITES DE L'INTERSECTIONNALITÉ COMME STRATÉGIE

Je fais l'hypothèse que dans l'appropriation militante large de l'intersectionnalité, trois déformations ont été faites du concept initial, qu'il faut critiquer.

Premièrement, alors même que l'intersectionnalité est héritière du *black feminism*, lui-même se revendiquant d'une démarche souvent matérialiste, voire marxiste, avec une grande attention aux structures et à la question des classes sociales, la transposition militante de l'intersectionnalité s'est faite à un niveau essentiellement individuel, en termes d'identité. On pose alors moins la question des dominations au niveau théorique, moins au niveau des structures qui les portent et les reproduisent, qu'au niveau de leur incarnation individuelle. Selon une domination sociale considérée, il existe ainsi des dominantEs qui possèdent des privilèges que les dominéEs ne possèdent pas. L'absence de ces privilèges fonde l'oppression des dominéEs. En sens inverse, ces privilèges expliquent que les dominantEs n'ont pas intérêt à

Journée de grève et manifestation pour les droits des femmes, Paris, 8 mars 2021.  
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



mettre fin à la domination. Ils peuvent néanmoins, dans certaines conditions, devenir des alliés. Le problème de cette conception est qu'elle contribue à figer les positions sociales des individus, en les essentialisant, sans porter attention à leur trajectoire sociale. Un autre problème peut-être encore plus important se pose alors : on peut être dominé sous un axe et pas sous l'autre, mais cela fait-il de nous un dominant absolu ?

Deuxièmement, les conséquences de la domination ne sont pensées qu'en termes de privilèges, qui, s'ils permettent de visibiliser immédiatement dans l'expérience quotidienne des rapports de domination, a pour défaut de se concentrer sur le symptôme individualisé d'une domination structurelle. Le terme est peut-être à conserver, mais dans son usage actuel, il me semble poser quatre problèmes. D'abord, il n'y a plus de pensée des intérêts matériels d'un groupe sur un autre groupe, mais souvent, une pensée des privilèges immédiats d'un individu sur un autre individu. Ensuite, la notion de privilège met sur le même plan avantage matériel et concret et avantage symbolique, alors qu'il y a une différence de nature entre ces deux aspects. Par ailleurs, avec la notion de privilège, on a l'idée de « quelque chose en trop », et non pas de quelque chose que tout le monde devrait avoir. Certains privilèges doivent être supprimés bien sûr (le privilège d'exploiter par exemple), mais pour d'autres, on devrait revendiquer leur extension à tout le monde (par exemple celui de se promener seule tard le soir dans la rue sans se faire agresser). Enfin, avec la notion de privilège se trouve souvent l'idée que les individus sont toujours plus ou moins responsables de leurs privilèges, avec une forme de moralisation des positions sociales, alors même que parfois, le privilège n'existe qu'en négatif : il s'agit du privilège de ne pas être dominé sur tel ou tel aspect de sa vie.

Troisième déformation de l'intersectionnalité initiale : il ne s'agit dès lors plus de changer les structures mais de changer les individus un par un : l'émancipation est pensée comme une émancipation essentiellement individuelle. Deux méthodes sont alors privilégiées. La première est celle d'une déconstruction de plus en plus poussée des individus, notamment via la déconstruction du langage. C'est bien sûr une dimension importante de la lutte féministe, mais c'est un leurre de penser pouvoir arriver à un langage parfait, défait entièrement des

rapports de domination : le langage est un lieu de production et de reproduction des rapports de pouvoir. Par ailleurs que fait-on des autres aspects de la domination ? La deuxième méthode est celle de la constitution d'espaces safe, sécurisés, où l'oppression ne s'exercerait pas, en non-mixité. Ce qui ne veut pas dire que je ne pense pas que la non-mixité est un outil extrêmement utile, au contraire. Le problème est plutôt quand un moyen devient une fin en soi. Par ailleurs, là encore, on ne peut s'exclure totalement des rapports de domination en créant un espace qui serait véritablement safe, de même qu'on ne peut espérer changer toutes les individus un par un : changer les structures semble bien plus efficace. Enfin, ce genre de stratégie mène souvent à se couper du reste de la société, dans une démarche qui concerne surtout des individus ou des groupes d'individus. Que fait-on des dominés qui n'ont pas accès à ces espaces ? Aucune libération ne devrait se faire aux dépens de la libération des autres. Sans compter que cela comporte un risque de sectarisme : en se coupant de l'immense majorité des gens, on entre dans une logique de l'élection et de la radicalité pour la radicalité, puisqu'on ne cherche pas à entraîner plus largement que nous. Ce repli sur soi conduit souvent à l'explosion des espaces concernés.

### REVENDIQUER UNE AUTRE INTERSECTIONNALITÉ

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille rien conserver de l'intersectionnalité. Une certaine interprétation de l'intersectionnalité est tout à fait compatible avec la théorie marxiste de la reproduction sociale, qui fournit une analyse unitaire des rapports de domination<sup>4</sup>. Il faut conserver de l'intersectionnalité l'idée qu'il est nécessaire de croiser les dominations, qu'on ne peut penser la classe sans le genre et la race. Dès lors, il faut en déduire qu'on ne peut penser le capitalisme sans analyser comment s'effectue en son sein le travail reproductif qui (re)produit la force de travail, ce travail reproductif étant la base matérielle de l'exploitation et de l'oppression des femmes et des minorités de genre, et de plus en plus, des personnes racisées ; et l'on en déduit aussi qu'on ne peut développer une stratégie révolutionnaire sans inclure la grève du travail reproductif, et enfin qu'on ne peut avoir de programme révolutionnaire sans prévoir une réorganisation de la reproduction, au même titre que de la production. Ainsi, le capitalisme n'est pas aveugle au

genre, il s'est développé et a prospéré sur la domination raciste et la domination patriarcale qui lui préexistaient, ce qui en fait un système tout autant capitaliste que patriarcal et raciste.

Mais pour autant, il faut poser autrement la question du pouvoir que ne l'a fait la lecture individualisante de l'intersectionnalité. Est-ce que le pouvoir se situe auprès des individus ou est-ce qu'il se situe auprès du groupe d'individus qui détiennent les structures, et qui les font fonctionner à leur propre compte ? Seule une minorité de la population n'est pas opprimée et exploitée, seule une minorité de la population détient le pouvoir de décider de la vie de toutes les autres. Dès lors, en sens inverse, il faut voir que même si nous pouvons avoir des intérêts immédiats divergents, les différents exploités et opprimés, tant du point de vue de la classe, du genre et de la race, ont des intérêts profondément convergents. Le marxisme a ainsi également à apporter à l'intersectionnalité, en particulier en termes de stratégie.

D'un point de vue théorique, nous ne devons donc ni refuser les apports des différentes pensées qui ne sont pas marxistes, ni les adopter complètement sans défendre notre propre héritage conceptuel. Ni orthodoxie ni dissolution devrait être notre mot d'ordre théorique. Politiquement, dans un contexte d'attaques sans précédents du gouvernement contre le prétendu « islamogauchisme » incarné par l'intersectionnalité, il faut revendiquer à notre compte le terme d'intersectionnalité, mais en défendant notre propre lecture de l'intersectionnalité, c'est-à-dire une lecture structurelle et matérielle, conjuguée à notre stratégie révolutionnaire. □

1. CRENSHAW Kimberlé, « Demarginalizing the intersection of race and sex. A black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics », University of Chicago Legal Forum, Vol. 1989, Issue 1, p. 139 à p. 167 et CRENSHAW Kimberlé, « Cartographie des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », Cahiers du genre, 2005/2, n° 39, p. 51 à 82 (initialement publié en anglais : « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », Stanford Law Review, Vol. 43, n°6, 1991, p. 1241 à 1299).

2. CRENSHAW Kimberlé, « Les "voyages de l'intersectionnalité" », in FASSA Farinaz, LÉPINARD Éléonore et ROCA I ESCODA Marta (dir.), L'intersectionnalité : enjeux théoriques et politiques, Paris, La Dispute, 2016, p. 29 à 51.

3. « Cartographie des marges » n'est traduit qu'en 2005, avec quinze ans de décalage.

4. VOGEL Lise, Marxism and the Oppression of Women. Toward a Unitary Theory, Chicago, Haymarket Books, 2013 (1983).

# Genre, race, classe : une perspective révolutionnaire

PAR MIMOSA EFFE

*Le jeudi 1er avril, le Sénat a voté avec le soutien ou l'abstention d'une partie de la gauche un amendement dit « UNEF » au projet de loi séparatisme (qui était pourtant déjà elle-même bien emprunte de racisme). Cet amendement permettrait de dissoudre les organisations, les associations, les syndicats qui pratiquent des réunions non-mixtes (basées sur le caractère « racisé » des individus).*

Cet amendement extrêmement grave<sup>2</sup>, permettant la dissolution d'organisations mettant en place des outils antiracistes, est la suite logique d'un climat nauséabond qui visent autant la non-mixité des raciséEs (et non pas la non-mixité des femmes par exemple), que les universitaires dits « islamo-gauchistes » et regroupant un champ extrêmement large d'intellectuels progressistes. Le Sénat avait aussi rejeté il y a quelques semaines l'amendement dit de la « PMA pour toutes » de la loi bioéthique en deuxième lecture<sup>3</sup>. Alors que l'extrême droite monte et qu'une partie des organisations de gauche deviennent poreuses aux idées réactionnaires, les attaques se multiplient en particulier contre les oppriméEs : les personnes raciséEs (en particulier les musulmanEs), les personnes LGBTI, les femmes. C'est pourquoi il est important de se reposer les questions de l'articulation entre classe et oppressions.

## LES OPPRESSIONS SERVENT LE SYSTÈME CAPITALISTE

On ne le répétera sans doute jamais assez, mais contrairement à la pensée dominante, les oppressions ne sont pas des restes d'une pensée réactionnaire qui viendrait d'avant le système capitaliste et dont le système capitaliste au mieux se servirait ou même tendrait à effacer<sup>4</sup>.

Même si aujourd'hui le capitalisme tend se servir de nos identités et à s'accommoder des luttes des oppriméEs en les marchandisant, parce que le capitalisme est un système qui s'adapte. Les oppressions sont intrinsèques à ce système non pas parce qu'elles lui servent à diviser (ceci est le point bonus), mais en premier lieu parce qu'elles permettent de faire baisser le coût du travail et donc augmenter le taux de profit. L'oppression des femmes

et des personnes ne correspondant pas aux normes de genres ou ne rentrant pas dans le cadre de la famille hétérosexuelle a pour but principal la reproduction sociale, c'est-à-dire la reproduction de la force de travail<sup>5</sup>. Ne pas comprendre cet enjeu derrière l'oppression que nous vivons, ni d'ailleurs comment elle se conjugue avec la violence pour maintenir à tout prix le cadre de la famille hétérosexuelle comme cadre essentielle de cette reproduction, c'est passer à côté de ce qui se joue y compris dans la montée réactionnaire et des offensives autour de la question de la famille. Bien sûr à cela s'ajoutent encore des points bonus : la famille hétérosexuelle, tout comme l'école à différents degrés, est aussi le vecteur de l'intégration et l'éducation à l'idéologie dominante. Par la mise en place de l'autorité, de normes, de règles, nous apprenons d'ores et déjà à être le travailleur de demain qui accepte l'ordre d'un patron et donc notre propre exploitation.

De l'autre côté le racisme a aussi pour but de faire baisser le coût du travail : de l'esclavage ayant permis la naissance et l'avènement du capitalisme à aujourd'hui, avec des millions de travailleurs et travailleuses sans papiers partout dans le monde. Bien sûr cela s'accompagne d'autres points bonus pour le système : la division des travailleuses et des travailleurs entre eux, la désignation d'un ennemi commun à la nation (le terrorisme, mais aussi plus largement l'islam), le passage de lois d'exception permettant de contrôler les populations.

De manière générale, le système capitaliste, afin de faire un maximum de profits et pour permettre l'aliénation généralisée de la classe ouvrière, produit un système violent à tous les points de vue, où la majorité de cette violence est de fait en

général acceptée : l'école, la police, la prison sont des institutions qui hors temps de crise peuvent être critiquées dans leurs dérives, mais leurs existences ne sont pas remises en question. Et pourtant ces institutions sont en particulier génératrices et vectrices des oppressions.

Le système capitaliste produit des catégories, des normes et des identités permettant de se reproduire en tendant à les naturaliser afin qu'elles soient immuables. Ces identités et donc les oppressions varient en partie avec l'évolution du système capitaliste, en fonction des luttes mais aussi des besoins du système.

## OUI, LES IDENTITÉS SONT MATÉRIELLES MAIS...

Aujourd'hui nous sommes dans un moment difficile pour réfléchir l'oppression dans le cadre de la lutte des classes. D'une part parce que l'attaque contre l'ensemble des réflexions et des idées antiracistes et féministes de la part des réactionnaires (gouvernement, extrême-droite, médias) nous oblige à un soutien sans concession, de l'autre part parce que ces pensées, que nous pouvons appeler postmodernes dans le sens où elles refusent le clivage de classe comme moteur de l'histoire et donc du sujet révolutionnaire, ont été largement récupérées par le néolibéralisme et en particulier par la pop culture à l'aide de fort pinkwashing. Il devient dès lors difficile de parler d'identités sans parler de privilèges, de vécus, ou d'auto-définition<sup>6</sup>. Pour autant, ce n'est pas parce que les analyses marxistes ont du mal à trouver une place dans ce débat qu'elles en seraient moins justes. Au contraire, nous devons réussir à sortir de la critique dominante aujourd'hui (la critique post-moderne) car celle-ci ne permet pas la construction de luttes victorieuses, parce



Bobigny, le 7 avril 2021, plusieurs collectifs de sans-papiers se rassemblent sur le parvis de la préfecture de la Seine-saint-Denis pour exiger leur régularisation. Ils protestent contre l'impossibilité d'obtenir des rendez-vous depuis la généralisation des démarches par internet. © Photothèque Rouge /JMB

qu'elle tend presque uniquement à, d'une part, la fragmentation de nos identités, et donc l'impossibilité de construire des sujets politiques, et, d'autre part, à l'adaptation sous couvert de radicalités : prendre des espaces comme stratégie ne vise pas à renverser le système.

Il faut donc dans un premier temps affirmer que l'identité est matérielle, ce qui fait de nous « une lesbienne » n'est que la définition et la construction de la société face à notre orientation sexuelle et à ce que celle-ci entraîne dans une société hétérosexuelle, et non le fait que nous nous sommes définies comme telles – d'ailleurs le fait de ne pas s'autodéfinir comme lesbienne n'empêchera jamais une femme ayant une relation avec une femme de se faire agresser.

Mais si l'identité est matérielle, nous ne pouvons pas penser seulement en termes d'identités, car comprendre le système d'oppressions, c'est comprendre qu'il touche l'ensemble de la population. Si une femme hétérosexuelle peut avoir des avantages dans une certaine mesure face à une femme lesbienne, il n'empêche que l'hétérosexualité comme système de domination s'accompagnant de normes la touche, et violemment. Même si c'est à un degré bien moindre évidemment, même les hommes hétérosexuels le subissent.

#### LA LUTTE DES CLASSES EST-ELLE LA LUTTE DES OPPRIMÉES ?

Dire cela nous ferait presque poser la question dont a tellement souffert la gauche et qui revient aujourd'hui plus que jamais dans les débats autour de la non-mixité : « Peut-on dissoudre nos luttes d'opprimés dans la lutte des classes ? ». Pourtant, si avoir d'un côté les « concernés » et de l'autre « les alliés » ne peut pas nous convenir, de l'autre nous devons refuser toute dissolution de nos

identités au sein du prolétariat.

Ces deux propositions sont les deux revers d'une médaille. Nous devons premièrement affirmer que la fin de nos oppressions ne pourra venir que de la fin du système capitaliste, en cela la lutte des classes et des opprimés est une lutte commune. Mais il nous faut prendre en compte que les dynamiques des oppressions sont en partie autonome. Il ne nous convient pas d'une part d'attendre la fin du système capitaliste pour obtenir des droits. Proclamer une lutte commune n'empêche pas le viol d'être commun au sein de notre classe, ni le racisme d'exister entre les travailleuses et les travailleurs. C'est la mobilisation, la mise en action des opprimés qui permet à la fois la mise en place d'un rapport de force, mais aussi qui permet l'unité de la classe et donc la constitution du sujet de classe. Car derrière ce qui nous questionne c'est le fameux sujet révolutionnaire, or demander si les opprimés seraient le sujet révolutionnaire au même titre que la classe ouvrière est une véritable incompréhension car il ferait croire à une classe inexistante. Il faut donc réaffirmer la centralité de la classe ouvrière tout en comprenant cette classe comme traversée majoritairement par des oppressions. La classe blanche masculine hétérosexuelle est non seulement un mythe mais elle est extrêmement minoritaire. Cependant, si les dynamiques de luttes peuvent venir des luttes « non économiques » en définitive c'est le rapport capital/travail qui est déterminant pour changer de société.

#### QUELQUES PERSPECTIVES AUJOURD'HUI

La question des oppressions en tant que militantEs révolutionnaires nous intéresse donc à deux égards : d'un point de vue stratégique, les luttes des opprimés

font partie intégrante d'un combat pour un changement de société, d'un point de vue « programmatique » car la société que nous construisons se veut débarrassée de toute forme d'oppression et d'exploitation car nous recherchons une société qui permette l'émancipation de toutes et tous. Cependant, aujourd'hui comme dit au début de l'article, on voit bien que la question prend un caractère particulier : les luttes des opprimés posent la question du système, dans une crise où ce qui était autrefois acceptable auparavant devient insupportable, et prennent un caractère de masse, dans le même temps nous faisons face depuis plusieurs années. Celle-ci, accompagnée d'un État de plus en plus autoritaire, d'une destruction d'une partie des cadres et liens sociaux par la crise sanitaire et de la crise économique rend de plus en plus crédible une hypothèse fasciste<sup>7</sup>. Or si l'on avait encore besoin de le prouver, depuis l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir, ce sont bien les personnes racisées et les LGBTI, en particulier les personnes trans, qui en subissent les conséquences parfois mortelles. Alors que nous voyons la difficulté de remobiliser un antifascisme populaire, y mettre au cœur celles et ceux qui verront les premières conséquences de la montée de l'extrême droite pourrait permettre de changer la donne, ce qui montre avec force la nécessité de construire des mouvements féministes, antiracistes et LGBTI forts en les combinant à une politique lutte de classe. □

1. On entend ici « racisé » d'un point de vue social : personne qui subit du racisme.

2. [https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/04/02/les-senateurs-adoptent-un-amendement-une-permettant-de-dissoudre-les-associations-faisant-des-reunions-non-mixtes-racisees\\_6075311\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/04/02/les-senateurs-adoptent-un-amendement-une-permettant-de-dissoudre-les-associations-faisant-des-reunions-non-mixtes-racisees_6075311_3224.html)

3. Mimosa Effe, « Rejet par le sénat de la PMA pour toutes : la farce et la tragédie », *L'Anticapitaliste* (<https://lanticapitaliste.org/actualite/lgbti/rejet-par-le-senat-de-la-pma-pour-toutes-la-farce-et-la-tragedie>)

4. Cinzia Arruzza, « Réflexion de Genre : quel est le lien entre le patriarcat et le capitalisme ? – Rouvrons le débat », *Europe Solidaires Sans Frontières* (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article38033>).

5. Aurore Lancereau, « Nouvelle vague féministe, théorie de la reproduction sociale et conséquences stratégiques », *L'Anticapitaliste* (<https://lanticapitaliste.org/opinions/feminisme/nouvelle-vague-feministe-theorie-de-la-reproduction-sociale-et-consequences>)

6. Mimosa Effe, « Des classes et des identités : entre les deux, l'intersectionnalité ? », *L'Anticapitaliste* (<https://lanticapitaliste.org/opinions/feminisme/des-classes-et-des-identites-entre-les-deux-lintersectornalite>)

7. Ugo Palheta, « Fascisme. Fascisation. Antifascisme », *Contretemps* (<http://www.contretemps.eu/fascisme-fascisation-antifascisme/>)

# Les révolutionnaires et le combat contre le racisme

PAR ALDO BATTAGLIA

*Le premier déconfinement a été marqué par des manifestations antiracistes dans le monde entier. Parties des États-Unis à la suite de l'assassinat de Georges Floyd par un policier, elles ont largement essaimé, en particulier en France. Preuve que le racisme fait toujours système dans ce monde capitaliste, même si cette oppression se présente sous des formes particulières dans chaque région, liées intimement à l'histoire politique des différents États.*

**E**n France, la jeunesse a répondu massivement aux appels à manifester du Comité Adama en juin dernier. Poursuivant depuis des années le combat acharné de familles de victimes, nombreux étaient ses slogans insistant sur la dimension systémique et politique du racisme, à l'opposé d'une vision uniquement morale qui conduirait à rechercher les « brebis galeuses » parmi les flics plutôt que de combattre la police en tant qu'institution. Ce pas en avant dans la conscience s'est matérialisé par des slogans contre le « racisme d'État » que le gouvernement, tout comme l'extrême droite et une partie de la gauche, n'ont toujours pas digéré. En témoignent les contrefeux incessants allumés à propos du « séparatisme », des réunions « non-mixtes » ou de l'accusation « d'islamo-gauchisme ».

Mais la dénonciation du « racisme d'État » ne résout pas tous les problèmes politiques soulevés par la lutte contre le racisme. Comment dépasser la défense de chaque « minorité » et aller vers l'unité dans la lutte de toutes les opprimés ? Comment dépasser la dénonciation du racisme d'État pour s'en prendre à l'État bourgeois en général comme pilier du capitalisme ? Comment aller au-delà de la revendication de l'égalité en droits vers la conquête de l'égalité réelle, par un combat unifié non seulement contre toutes les oppressions mais contre l'exploitation ?

## AUX RACINES DU RACISME

La lutte contre le racisme ne se divise pas et ne peut pas être séparée de la lutte contre l'exploitation (n'en déplaise à certains courants identitaires). Pour les révolutionnaires, entre la violence de l'oppression raciste ou sexiste et la violence de l'exploitation, il n'y a pas de

hiérarchie dans l'ignoble. L'articulation de ces deux questions ne se réduit pas non plus au constat de la dimension « intersectionnelle » des oppressions.

Le capitalisme est-il raciste ? Dans la pure théorie, non : il n'est rien qu'un mode d'extorsion du surproduit social et, partant, d'exploitation de la force de travail. Dans l'histoire, il a même été (et demeure à sa façon) l'agent objectif de l'unification de l'humanité sous le talon de fer de l'exploitation. Tout être humain, quelle que soit sa couleur de peau, son sexe, son âge, devient force de travail exploitable – de telle sorte que le prolétariat mondial est aujourd'hui plus nombreux que jamais<sup>1</sup>. Les révolutions bourgeoises ont affirmé de plus en plus nettement le caractère universel des droits humains. Cette tendance égalisatrice du capitalisme, bien aidée par des révoltes de masse dans les plantations, poussa une fraction des bourgeoisies « libérales » d'Angleterre, de France et des États-Unis à militer pour l'émancipation des esclaves noirs, c'est-à-dire pour leur transformation en esclaves salariés.

Le racisme est-il donc un phénomène distinct du capitalisme ? Du point de vue de ses lointaines origines, oui. On se perdrait dans les brumes de la préhistoire et de l'anthropologie à faire le compte des tribus primitives, menant des guerres implacables contre leurs voisins voire leur déniaient toute humanité. Récemment encore, l'aristocratie de la vieille Europe pensait se distinguer du « commun » par son « sang », comme encore aujourd'hui les blancs « békés » des Antilles, les descendants étatsuniens des colons du Mayflower, ou les membres des hautes castes indiennes.

## LE LIEN ENTRE CAPITALISME ET RACISME : HISTORIQUE ET POLITIQUE

Si les racines du racisme se perdent dans l'histoire, celui-ci prospère comme une plante parasitaire sur l'arbre capitaliste. On ne pourra pas abattre l'un sans extirper l'autre. Car le racisme *actuel* ne peut être compris en dehors de l'histoire du capitalisme lui-même. Sa formidable expansion, à compter des XVe-XVIe siècles, cette « accumulation initiale » du capital dont parlait Marx, s'est accompagnée d'une utilisation exceptionnelle de la violence d'État. Les traites négrières sur plusieurs siècles, et les conquêtes coloniales menées en fanfares guerrières et massacres, s'accompagnèrent du credo de la supériorité voire « mission » de l'« homme blanc ».

L'immigration, bien sûr, a permis aux capitalistes d'allier distinction sociale et distinction prétendument raciale, et d'en faire surtout des discriminations qui ont perduré sur des générations.

Ainsi, si le racisme actuel est une conséquence paradoxale d'un capitalisme qui unifie l'humanité sous le joug de l'esclavage salarié, généralement masqué sous des constitutions universalistes, tout en n'ayant de cesse de creuser les divisions, c'est surtout un outil politique largement utilisé par les États bourgeois selon les circonstances. Les forces de répression (police et armée) mais aussi l'arsenal mouvant de lois stigmatisantes, gardiennes de l'ordre capitaliste et héritières de la violence raciste qui a accompagné le développement d'un tel ordre, en constituent un concentré.

Les analyses sociologiques qui constatent la diversité des phénomènes racistes et la façon dont ils croisent l'exploitation capitaliste peuvent à coup sûr alimenter notre compréhension. En revanche,

les révolutionnaires ont quelque chose de plus à verser à ces analyses : le programme de lutte pour le renversement de l'État bourgeois qui, précisément pour défendre des privilèges de classe, est capable d'utiliser les scories racistes à sa disposition. Un État bourgeois par sa nature et par les intérêts minoritaires qu'il défend ; un État raciste du fait de son histoire, par habitude et par opportunisme.

### L'« ANTIRACISME », MAIS ENCORE POLITIQUEMENT ?

Au-delà d'enjeux tactiques justifiant dans certains contextes de construire des organisations de lutte spécifiques, comme c'était le cas pour les Noirs aux États-Unis dans les années 1930 ou les années 1960 lorsque la méfiance entre travailleurs ou des niveaux différents de combativité empêchaient de construire une organisation commune, les révolutionnaires ne peuvent se contenter de faire de l'organisation « autonome » d'une minorité un projet politique en soi. S'il ne s'agit pas de reprocher son « séparatisme » à une minorité qui serait à l'avant-garde de luttes, nous ne pouvons pas non plus prendre pour une avant-garde des officines identitaires qui ne représentent qu'elles-mêmes.

Bien des organisations, avec des politiques allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, peuvent revendiquer le leadership de la représentation d'une minorité opprimée. Certains courants religieux prétendent défendre les musulmans contre l'islamophobie tout en enfermant celles et ceux qu'ils assimilent comme tels dans un carcan communautaire, quand ce n'est pas sous les bottes ou les voiles de dictatures sanglantes. Sont à ranger dans cette catégorie des islamistes radicaux parlant au nom de tous les « croyants ». Citons encore des courants racialisés défendant la ségrégation raciale et le retour en Afrique, ou des associations « communautaires » mais néanmoins très « républicaines » et institutionnelles prétendant parler au nom de tout un groupe pour obtenir quelques sièges dans des conseils municipaux ou autres.

Eu égard aux poids et crédit actuels des révolutionnaires dans la classe ouvrière, la tentation est évidemment forte de laisser aux organisations spécifiques la représentation politique des opprimés. Mais eu égard à ce que représentent historiquement le prolétariat révolutionnaire et ses luttes, dont les révolutionnaires portent la tradition, pas question d'abandonner

la perspective que le prolétariat joue un rôle déterminant dans ces luttes.

Lorsque le Comité Adama dénonce la « gauche blanche », nous pouvons à juste titre y lire nos manques organisationnels actuels. Une caractérisation « sociologique » qui ne doit pourtant pas cacher les limites de la politique qu'elle exprime.

### LA RESPONSABILITÉ D'UNE « GAUCHE » MARQUÉE PAR LES TRAHISONS SOCIAL-DÉMOCRATE ET STALINIENNES

La déconnexion entre les luttes contre des oppressions spécifiques et les organisations ouvrières a particulièrement découlé du basculement du mouvement ouvrier révolutionnaire vers ses succédanés réformistes. Du coup, abandonnées les aspirations à l'émancipation des femmes ; abandonnées les aspirations à l'émancipation des peuples coloniaux ; abandonnés les Noirs aux USA et ne parlons pas des homosexuels... Alors que la révolution russe – certes davantage en proclamations qu'en actes du fait de sa situation catastrophique et de son isolement des premières années – avait jeté les bases d'émancipation de bien des « opprimés », en même temps ou pas « exploités » par le capital. Le stalinisme a liquidé ce riche héritage et, bien naturellement, des combats spécifiques ont surgi à côté voire contre le « mouvement ouvrier » stalinien ou social-démocrate rangé dans le camp de l'ordre bourgeois. Le Parti communiste américain a livré les Noirs qu'il influençait à l'époque aux armées de Roosevelt et aux appétits du grand capital pendant la Seconde Guerre mondiale. Toute la gauche française a honteusement soutenu la colonisation, jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Alors quand Gérard Noiriel et Stéphane Beaud<sup>2</sup> font la morale pour inviter à ne pas remplacer la « lutte des classes par la lutte des races », en passant quasiment sous silence les épisodes dramatiques de trahison d'une gauche qu'ils prétendent « progressiste », ils passent à côté de l'essentiel.

Ces reniements, dénoncés dès leur apparition notamment par le courant trotskyste auquel nous appartenons, ont ouvert la voie à des organisations nationalistes ou de défense spécifique contre une oppression, qui ont donné leur orientation propre, parfois combattive mais généralement enfermée dans le cadre bourgeois du système impérialiste, aux luttes de libération nationale ou à la lutte emblématique des Noirs américains pour leurs droits civiques.

### PAS DE SOLUTIONS CLÉS EN MAIN, MAIS UNE CONVICTION : LA NÉCESSITÉ DU COMBAT SOCIALISTE ET COMMUNISTE

En France, l'islamophobie, habillage plus « présentable » de l'ancien racisme anti-Arabs, s'ajoute à l'antisémitisme, aux racismes anti-Roms, anti-Noirs et anti-Asiatiques (qui monte en puissance), etc. Si, comme le dénoncent à juste titre les antiracistes, certaines minorités sont particulièrement victimes de certaines discriminations, entre autres exemples les violences policières ou le chômage, cela rend surtout urgent d'engager la lutte contre les exactions des « gardiens de l'ordre » social capitaliste et contre le chômage en général, tant ces problèmes concernent toutes les classes populaires. Il ne s'agit donc pas de trier, hiérarchiser les oppressions ou de restreindre les combats. Pour aller au bout, une lutte contre le chômage ou les flics, même déclenchée à partir d'un sentiment identitaire important ou porté par une minorité plus combattive que d'autres, doit s'attaquer à la source du problème. Notre tâche de révolutionnaires est en tout cas de l'y aider. Ce qui ne se limite pas à la perspective d'un affrontement généralisé qui n'est pas à l'ordre du jour en tout temps et en tout lieu – l'implication de militants radicaux de la CGT dans les grèves de sans-papiers des années 2008 à 2010, témoigne à sa façon des ponts qui existent et doivent être trouvés.

Au sein des « minorités » (si l'on reprend un concept qui découpe la réalité selon un critère déjà politique) comme au sein de la classe ouvrière en général (qui la découpe selon un autre), les révolutionnaires luttent donc pour un programme politique mettant au centre la lutte de classe et la révolution, et sont de ce fait amenés à affronter des courants politiques (plus ou moins intégrés aux institutions) qui ne défendent pas ces perspectives. Participer sans condition aux luttes antiracistes de minorités opprimées ne signifie pas reprendre les perspectives politiques des directions qu'elles se sont données – ou qui se sont imposées à elles. Les moments où les masses investissent ces luttes spécifiques peuvent permettre aux révolutionnaires de contester l'influence des courants politiques, de nature petite-bourgeoise ou bourgeoise, qui les dirigent sans remettre en cause le capitalisme. □

1. Kim Moody, « Workers of the World: Growth, Change, and Rebellion », *New Politics*, vol. XVIII, n°2, *Whole Number 70*, en ligne sur [https://newpol.org/issue\\_post/workers-of-the-world-%E2%80%A8growth-change-and-rebellion/](https://newpol.org/issue_post/workers-of-the-world-%E2%80%A8growth-change-and-rebellion/). Traduction française sur [alencontre.org](http://alencontre.org).  
2. Stéphane Beaud & Gérard Noiriel, *Races et sciences sociales*, Essai sur les usages publics d'une catégorie, Agone, 2021.

**Italie 1919-1922 : de la révolution manquée à la réaction.**

# La rapide montée du fascisme et la complicité des classes dirigeantes.

PAR MARCO MEOTTO

*L'histoire du fascisme commence le 23 mars 1919. Ce jour-là, à Milan, dans une salle du « Cercle des industriels », Benito Mussolini préside la réunion de fondation des Fasci Italiani di Combattimento – les Faisceaux Italiens de Combat. Le mouvement fasciste portera ce nom jusqu'à la fin du mois de novembre 1921, lorsque, pendant le congrès de Rome, les « fasci » deviendront le Parti National Fasciste (PNF).*

**P**endant les deux années et demie qui séparent ces deux dates, l'orientation politique initiale du mouvement fasciste a beaucoup changé. Issu d'une minuscule association d'anciens combattants et de nationalistes, le fascisme devient une organisation de plus de 200 000 membres, capable de lancer et de mener à bien, avec, indiscutablement, l'approbation des institutions étatiques, une guerre civile de basse intensité contre le mouvement ouvrier et ses organisations. Suivre les traces de cette transformation aide à comprendre la nature du fascisme italien.

## AMBIGUÏTÉ ET DÉBUTS DIFFICILES

Le lieu choisi pour la réunion fondatrice de Milan montre que les liens entre le fascisme et la bourgeoisie industrielle ont été tissés très tôt, mais il faut se souvenir qu'à l'origine beaucoup de dirigeants fascistes faisaient référence à la soi-disant « gauche interventionniste », dont Mussolini lui-même avait été l'un des noms connus<sup>1</sup>. Le nom du mouvement renvoie à celui du « faisceau révolutionnaire d'action internationaliste », c'est-à-dire au manifeste programmatique signé en 1914 par quelques syndicalistes révolutionnaires pour défendre la nécessité de l'entrée en guerre de l'Italie.

Voilà pourquoi le programme politique initial, bien que très marqué par le nationalisme, comporte d'évidents thèmes de gauche. C'est un programme jacobin radical : à côté de la célébration de la patrie et des héros de guerre, on trouve des thèmes qui viennent du syndicalisme (comme la participation des ouvriers à la gestion des entreprises), des demandes de justice sociale (comme la proposition d'exproprier 85% des profits de guerre), des critiques du conservatisme bourgeois, et des accents anticléricaux. Simultanément, les Faisceaux de combat désignent les socialistes – à qui ils ne pardonnent pas d'avoir choisi la neutralité pendant la guerre de 14-18 – comme leurs ennemis irréductibles.

Mussolini caractérise l'organisation naissante comme un « antiparti », une force prête à balayer toute la vieille politique. Il recueille des sympathies dans les associations d'anciens combattants, parmi les futuristes<sup>2</sup>, mais aussi parmi les républicains qui reprennent à leur compte le mythique binôme « pensée-action » que Mazzini<sup>3</sup> et Garibaldi avaient dans leurs bagages.

Ce premier fascisme contient déjà les éléments qui caractériseront toute sa trajectoire politique : la rhétorique de la « révolution nationale », le culte du

militarisme, l'apologie de la violence. Mais, au printemps 1919, les fascistes ne réussissent pas à se doter d'un espace politique autonome. C'est le moment où le consensus en faveur des socialistes est à son plus haut niveau. L'écho des événements de Russie laisse penser que la révolution est aux portes : les mouvements contre la vie chère se propagent et des vagues de grèves paralysent l'Italie à plusieurs reprises. La démagogie de Mussolini et son appel à la rébellion au nom de l'idée nationale, n'entament pas la gauche mais, simultanément, leur écho est encore perçu comme trop dangereux à droite, où pourtant le fondateur des *Faisceaux de combat* est en train de tisser des liens avec des représentants de la franc-maçonnerie et du monde industriel. Les résultats des élections politiques de novembre 1919 marquent l'échec de Mussolini. Les socialistes sont le premier parti avec plus de 32 % des votes et 156 sièges au Parlement, les fascistes ne réussissent à se présenter qu'à Milan et obtiennent à peine 4 000 voix, sans même réussir à avoir un député.

## UNE CLAIRE PROPENSION À LA VIOLENCE

Mais la propension qu'a le fascisme à utiliser la violence politique a été





Marche sur Rome en 1922. DR.

claire dès le début. À moins d'un mois de la fondation du mouvement, le 15 avril 1919, les fascistes milanais dévastent et incendient le siège de l'*Avanti!*, le quotidien du Parti Socialiste, journal dont Mussolini avait été le directeur en août 1914, avant d'être chassé en raison de ses positions interventionnistes. C'est la première action « squadrisme<sup>4</sup> ». Les fascistes ont commencé à s'organiser en *squadre di assalto* – « sections d'assaut », composées surtout d'anciens combattants de la guerre 14-18 ayant comme objectif de frapper l'ennemi en attaquant ses sièges et ses lieux symboliques.

Malgré son importance, cet épisode n'entraîne pas de réactions à la hauteur nécessaire. Le sentiment général est que le vent de l'histoire souffle dans l'autre sens : vers la révolution. D'ailleurs, le fascisme reste marginal sur la scène politique pendant plusieurs mois. Dans son journal, *Il popolo d'Italia*, Mussolini se montre proche des masses populaires en ébullition, mais, en même temps, il ne rate aucune occasion de manifester son hostilité au parti politique qui est leur principal représentant : le Parti socialiste.

Mais 1919 est aussi l'année où Gabriele D'Annunzio dirige l'expédition de

*Fiume*, un petit coup d'État aux frontières italiennes orientales, dans le but de forcer les décisions de la conférence de la Paix de Versailles. Le poète-soldat et ses légionnaires (anciens combattants et déserteurs de l'armée italienne) prennent possession de cette ville portuaire sur les côtes de l'Adriatique, ville qui faisait autrefois partie du Royaume d'Autriche-Hongrie, et qui est maintenant un sujet de discorde entre l'Italie et la Yougoslavie.

Ce sont des intentions clairement ultra-nationalistes qui ont motivé dès le début l'expédition de D'Annunzio et elle a été couverte politiquement et économiquement par des secteurs importants de l'armée et du grand capital. Mais le mythe de la « victoire mutilée », expression martelée par ce même poète pour souligner les torts présumés que l'Italie serait en train de subir à Versailles, a beaucoup de prise sur l'opinion publique des classes moyennes mais aussi celle des classes populaires. La propagande de Mussolini insiste aussi sur ce point, et les fascistes, au moins au début, sont les soutiens les plus convaincus de l'entreprise de D'Annunzio.

Même si l'interprétation qui fait de Fiume le « laboratoire du fascisme<sup>5</sup> » est réductrice et inexacte, il faut dire

que D'Annunzio utilise ici des symboles et des rites que le fascisme, une fois au pouvoir, s'appropriera : rassemblements de place, discours du chef dialoguant avec la foule, salut romain, étalage des uniformes et parades militaires. Mais Mussolini se garde bien de se rendre à Fiume chez D'Annunzio et leur rapport, conflictuel dès le début, le restera : la popularité du poète fait de l'ombre à l'aura grandissante du politicien fasciste.

Mais ce n'est pas tout. Alors que D'Annunzio fait des ouvertures à gauche, appelant à ses côtés le syndicaliste révolutionnaire Alceste De Ambris, Mussolini, lui, se repositionne à droite. Le fondateur du fascisme vise désormais à se mettre en valeur auprès de la classe dirigeante libérale. Giovanni Giolitti, le plus expérimenté des politiciens libéraux, parie sur lui : il entrevoit dans le mouvement fasciste un instrument utile pour affaiblir les socialistes. C'est pourquoi, quand D'Annunzio sera chassé de Fiume par l'armée italienne, Mussolini, qui avait promis de le secourir, fera machine arrière.

Pendant les événements de Fiume,



l'Italie est en plein *biennio rosso* qui atteint son point culminant en septembre 1920 avec l'occupation des usines dans les grandes villes industrielles comme Milan, Turin, Gênes. La défaite de cette mobilisation, sanctionnée par l'incapacité du PSI à offrir un débouché politique à la contestation, en demandant que tout soit réglé par les négociations sur le terrain économique de la direction réformiste du syndicat, marque le début de la courbe descendante du cycle révolutionnaire italien.

Que devient le fascisme parallèlement ? Peu de choses ou rien. Il s'est peu implanté, sauf dans les zones-frontières nord-orientales du pays, zones qui viennent à peine d'être annexées par l'Italie, comme Trieste, Gorizia, l'Istrie, où vivent d'importantes minorités de Slovènes et de Croates. Là, autour des milices fascistes, se cristallisent les pulsions nationalistes anti-slaves. Les historiens l'appellent « fascisme de frontière ». Celui-ci fait tout de suite preuve de sa féroce brutalité : le 13 juillet 1920, le *Narodni Dom* de Trieste, cercle culturel slovène de la ville, est assailli par un cortège de nationalistes et de fascistes et, après avoir été dévasté, il est livré aux flammes.

#### AU SERVICE DES AGRARIENS

Pour le fascisme italien, le véritable tournant a lieu à l'automne 1920, quand le mouvement ouvrier, après la fin des occupations d'usines, connaît son reflux. Après une longue période où elle est restée sur la défensive, la grande bourgeoisie est maintenant prête à contre-attaquer. C'est alors que le fascisme, qui s'est débarrassé des oripeaux démagogiques du jacobinisme, montre son utilité. Comme l'a écrit l'historien Paolo Alatri, « *le fascisme avait enfin trouvé sa voie, qui était celle de constituer la milice armée, l'avant-garde de la contre-révolution préventive*<sup>6</sup> ».

C'est dans les campagnes de la plaine du Pô que le fascisme frappe d'abord de façon impitoyable et violente. Dans cette région, les ligues des ouvriers agricoles socialistes ont atteint un tel niveau d'organisation qu'elles contraignent les associations patronales de la grande bourgeoisie

à traiter exclusivement avec les bourses du travail pour ce qui concerne les quotas de main d'œuvre, l'organisation des services et le montant des salaires. Et ce sont justement les propriétaires terriens qui sont les premiers grands financiers du fascisme. Ils s'adressent aux miliciens fascistes pour qu'ils les débarrassent de tout ce qu'ils ont dû céder au prolétariat agricole.

Les miliciens fascistes commencent à intervenir contre les sièges syndicaux et les coopératives d'achats de petites et moyennes communes de l'Émilie-Romagne, de la Lombardie méridionale et de la basse Vénétie. Pour mener un raid, des dizaines et des dizaines de miliciens fascistes venant de toute une province et des provinces voisines, se rassemblent puis montent dans de longues colonnes de camions qui les conduisent jusqu'à un village ; ils en descendent armés de bâtons, de revolvers et de grenades et se déchaînent contre les dirigeants syndicaux et les représentants des ligues socialistes, en multipliant les coups et les intimidations. Mais les organisations des travailleurs d'autres tendances (catholiques, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires) ne sont pas épargnées : il faut réduire au silence la force éventuelle de leurs revendications. Il s'agit de terroriser l'ennemi, de le frapper et, si possible, de l'humilier publiquement. En quelques mois, les miliciens fascistes font plier et contraignent à la capitulation, par l'annulation des accords contractuels qu'elles ont signés, des dizaines et des dizaines de d'organisations paysannes locales.

Mais les propriétaires terriens ne sont pas les seuls à s'intéresser aux services rendus par les fascistes. Les négociations entre Mussolini et Giolitti continuent. Et désormais les pouvoirs publics, une fois que le but commun – marginaliser le mouvement des travailleurs – a été fixé, laissent les miliciens fascistes agir en toute impunité.

Voilà aussi pourquoi les cercles industriels, proches de Mussolini depuis son engagement en faveur de l'intervention de l'Italie dans la guerre, commencent à regarder avec beaucoup d'intérêt la capacité qu'a le fascisme de détruire le pouvoir des syndicats. Les fascistes commencent

aussi à ouvrir leurs propres sièges dans les villes, où une partie de l'opinion publique petite-bourgeoise, faite de commerçants, d'employés et de professionnels, penche de leur côté.

#### LA COMPLICITÉ DE LA CLASSE DIRIGEANTE

Mais considérer que le fascisme est simplement un instrument entre les mains de la bourgeoisie est réducteur. Comme l'écrivait, à chaud, Daniel Guérin : « *Le fascisme ne naît pas seulement de la volonté et des subventions des magnats capitalistes [...] mais au fur et à mesure que le fascisme s'oriente vers la conquête du pouvoir, il devient un grand mouvement de masse et les motifs qui y conduisent des dizaines de milliers d'hommes deviennent plus complexes et exigent une analyse minutieuse*<sup>7</sup> ». Des contradictions internes au fascisme se manifestent après les élections politiques de mai 1921. Fascistes, nationalistes et libéraux se sont coalisés dans la liste du « Bloc national », regroupement construit sur l'initiative de Giolitti dans le but précis de représenter ce « parti de l'ordre » capable de vaincre les socialistes. Alors que les milices fascistes frappent sans distinction, dévastant les campagnes et commençant à faire aussi tomber les villes entre leurs mains, Mussolini pratique la tactique du « double langage » : violence subversive contre les organisations des travailleurs, sens de la responsabilité et négociations politiques polies avec la classe dirigeante libérale.

Le résultat des élections n'est pas celui qu'espérait Giolitti, mais Mussolini est satisfait. Les socialistes, même s'ils baissent, restent le premier parti, les Populaires<sup>8</sup> arrivent en second, le Bloc national n'arrive qu'en troisième position. Mais les fascistes entrent pour la première fois au Parlement avec 35 députés, parmi lesquels Mussolini en personne.

Alors que Mussolini voudrait continuer sa politique de palais, il se trouve, pour la première fois, soumis à la pression de sa propre base, d'un mouvement qui désormais compte au moins cent mille membres.

Au-delà du noyau dur des anciens combattants, des pans entiers de la

petite-bourgeoisie urbaine ou rurale ont été attirés par le fascisme, sans compter une partie du sous-prolétaire qui ne se sent pas représenté par les organisations traditionnelles des travailleurs. Le « squadrisme » est désormais une armée qui s'est développée à l'intérieur de l'État, avec l'accord de l'État, mais au fond, « contre l'État » libéral : il faut lancer la révolution nationale et réduire au silence socialistes, communistes et anarchistes. Au même moment, naissent aussi les premières vraies organisations prolétariennes

de défense contre le fascisme. Les plus résolus sont les *Arditi del Popolo*<sup>9</sup>, dont beaucoup des promoteurs viennent du même milieu interventionniste de gauche du premier fascisme, maintenant déçus par le caractère réactionnaire pris par le mouvement de Mussolini. La gauche politique n'en saisit pas l'opportunité. Les communistes, bien qu'ils commencent à s'organiser pour résister au fascisme, adoptent une attitude sectaire et se refusent à adhérer à une organisation non-contrôlée par le parti. Les socialistes entretiennent vraiment l'illusion qu'ils contraindront Mussolini à démobiliser ses milices par une négociation politique, illusion confortée par le Pacte de pacification nationale, signé le 3 août 1921. Selon ce Pacte, les deux parties s'engagent à cesser les affrontements et les violences au nom de l'intérêt national. Mussolini donne son accord parce qu'il veut achever son parcours d'accréditation auprès de la classe dirigeante du pays, mais ses miliciens ne sont pas d'accord.

La trêve, en fait, dure peu. En septembre 1921, les offensives contre les villes « rouges » reprennent plus que jamais avec la conquête de Ravenne par les milices fascistes. Deux mois plus

tard, Mussolini lui-même est obligé de désavouer le Pacte de pacification au congrès de Rome, celui qui transforme le mouvement en *Parti National Fas-*



Benito Mussolini prononçant un discours à Milan en 1930. © Bundesarchiv.

ciste. Il y a maintenant 2 200 sections locales des « faisceaux de combat », et plus de 200 000 membres, plus que ce qu'avait le PSI avant la scission d'avec les communistes : le fascisme est désormais devenu un mouvement réactionnaire de masse.

Les mois suivants sont rythmés par le *crescendo* d'une violence inédite, capable de balayer presque toutes les tentatives d'opposition. Pendant toute l'année 1922, les grandes villes administrées par des socialistes ou des communistes tombent l'une après l'autre entre les mains des fascistes, c'est le cas de Bologne, Crémone, Novara, Savona.

Début août 1922, la dernière tentative de résistance de masse, l'appel à une grève nationale « légalitaire » dont le but est de demander l'intervention du gouvernement contre le squadrisme, est un échec. C'est trop tard : les fascistes sont assez forts pour saboter la grève en escortant les briseurs de grève, en dispersant les piquets. Le seul vrai coup d'arrêt, ils le connaissent à Parme où les *Arditi del Popolo* dirigent la résistance des citadins et repoussent les plus de 100 000 squadristes qui avaient envahi la ville.

Mais Parme est l'exception, non la

règle. Il apparaît clairement que seule une intervention décisive de l'État pourrait être en mesure d'arrêter le fascisme Et ça, Mussolini l'a compris.

Il sait qu'il doit se dépêcher de tenter un dernier coup de dés. Les miliciens fascistes de toute l'Italie sont appelés à se rassembler dans la capitale les 27 et 28 octobre 1922 : c'est la marche sur Rome. Le Premier ministre en charge, Luigi Facta, prépare en hâte l'ordre de proclamation de l'état de siège, mais il faut la signature du roi, Victor Emmanuel III. Comme on apprécie le fascisme au plus haut niveau de l'appareil d'État : le roi ne signe pas l'état de siège, au contraire : face à la démission de Facta, il convoque Mussolini et le charge de former un nouveau gouvernement. Ainsi, avec l'argent du grand capital, avec la faveur des libéraux et de la couronne et en prenant appui sur les états d'âmes des classes moyennes, le fascisme est arrivé au pouvoir. □

#### Traduction de Bernard Chamayou.

1. Anti-interventionniste convaincu avant la Première guerre mondiale, Mussolini, un des dirigeants du parti socialiste italien, change d'opinion en 1914, se déclarant favorable à l'entrée en guerre de l'Italie. NDT.

2. Le futurisme italien est un mouvement littéraire et artistique né en 1909 (NDLR).

3. Révolutionnaire et patriote italien, fervent républicain et combattant pour la réalisation de l'unité italienne. Il est considéré avec Giuseppe Garibaldi, Victor-Emmanuel II et Camillo Cavour, comme l'un des « pères de la patrie ». NDT.

4. « Squadra », « squadrista » renvoient aux milices armées et aux miliciens fascistes. NDT

5. Cf. M. Meotto, Fiume italiana? Le radici di un mito politico, "LaStoriaTutta", dicembre 2020 (<https://www.lastoriatutta.org//fiume-italiana-le-radici-di-un-mito-politico/>)

M. Meotto, Fiume ribelle? Un'altra storia, un altro mito, gennaio 2021, "LaStoriaTutta", gennaio 2020 (<https://www.lastoriatutta.org//fiume-ribelle-un-altra-storia-un-altro-mito/>)

6. P. Alatri, Le origini del fascismo, Editori Riuniti, 1961, p. 47

7. D. Guérin, Fascisme et grand capital, Paris, 1936.

8. Parti catholique (NDLR)

9. Les « Soldats du peuple ». NDT.

# Mobilisations contre la délinquance et les violences patronales



PAR PHILIPPE POUTOU

© CGT Getrag

*Il n'est jamais question de caméras de surveillance à installer dans les bureaux des dirigeants d'entreprise, ni bien sûr d'intervention policière pour faire respecter le droit des salariéEs. Et pourtant la délinquance et une violence diverse dans les entreprises existent vraiment et se renforcent même au fil des années de crise.*

Combien de licenciements abusifs, combien d'intimidations, de harcèlement contre celles et ceux qui osent défendre des droits collectifs, combien de menaces, combien de précaires virés du jour au lendemain, combien de non-respects de la réglementation en ce qui concerne la santé au travail ? Dans quelle mesure la crise sanitaire a-t-elle intensifié pressions et violences patronales, presque inévitables tant l'impunité constatée encourage les dérives.

## **COLÈRE SALUTAIRE DES OUVRIERS DE CEREXAGRI (BASSENS)**

C'est contre cette violence quotidienne que les ouvriers de Cerexagri à Bassens ont fait grève pendant près de trois semaines : pour de moins mauvais salaires, pour leur santé, pour qu'ils soient traités correctement, pour leur dignité ! C'est dingue, on en est là aujourd'hui. Et ils ont réussi à obtenir quelques améliorations mais surtout ils ont réussi par leur lutte collective à faire entendre, à se faire respecter. La grève est finie mais la lutte va continuer à coup sûr car l'ambiance a bien changé dans l'usine.

## **AGRESSION À MAGNA (BLANQUEFORT)**

Et puis il y a l'exemple tout récent des salariéEs de l'usine Magna (ex Getrag, ex "petite sœur" de l'usine Ford) à Blanquefort. Une partie d'entre eux alertent depuis quelques mois sur les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'usine et des 800 emplois directs. La direction ne supporte pas la contestation et la médiatisation de cette contestation. Alors elle essaie d'intimider, en convoquant et menaçant de sanctionner (jusqu'au licenciement !) trois délégués syndicaux.

La démocratie n'existe pas dans une entreprise, pas question de quelconque valeur de la république, les patrons sont chez eux et se comportent parfois comme des seigneurs avec les pleins pouvoirs. La répression est un moyen de casser la résistance, de briser ou de se débarrasser des gens gênants pour les faire taire. Une mobilisation est prévue le mardi 27 avril devant l'usine pour dénoncer ces agissements et construire un mouvement de solidarité.

## **ET AILLEURS ? TROUVER LES FORCES POUR NE PLUS SE LAISSER FAIRE.**

D'autres exemples de répression existent partout mais la plupart ne sont pas connus. Car de nombreux travailleurs/ses subissent souvent en silence les abus et les agressions patronales, parce que isolés ou fragilisés, parce que n'ayant pas les moyens de répondre. Parce que aussi, les pouvoirs publics laissent faire, ferment les yeux, ne se donnent plus les moyens de protéger le monde du travail, cherchent de moins en moins à faire respecter les droits sociaux quand ils existent encore.

Comme pour toute chose, la seule façon d'empêcher cette violence, c'est de la dénoncer, de la rendre publique, c'est de riposter, de nous défendre, de nous occuper de nos conditions de travail, de nos emplois, de nos vies, de nous solidariser de nos collègues, des gens autour de nous. De résister. Pas si facile que cela à faire car on a beaucoup perdu en confiance en nous-mêmes mais nous n'avons pas d'autre choix que de mener la bataille. □